RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

RAPPORT 2018 SUR LES DROITS DE L'HOMME

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La République démocratique du Congo (RDC) est une république constitutionnelle nominalement centralisée. Le président et la chambre basse du parlement (Assemblée nationale) sont élus au suffrage populaire. En vertu de la Constitution, le second et dernier mandat du président Joseph Kabila est arrivé à expiration en 2016. Toutefois, le gouvernement n'a pas organisé d'élection avant la fin de l'année dans les délais prévus par la Constitution et le président est resté en fonction. En 2016, le gouvernement et les partis de l'opposition ont conclu un accord de partage du pouvoir qui a préparé la voie à la tenue d'élections en 2017, à la libération des prisonniers politiques et à la fin des poursuites judiciaires à motivations politiques. Toutefois, le gouvernement n'a pas appliqué les dispositions prévues par l'accord et, en novembre 2017, a prévu la tenue d'élections présidentielle, législatives et provinciales pour le 23 décembre 2018. En août, le président a annoncé qu'il se conformerait aux limites constitutionnelles relatives au nombre de mandats et qu'il ne briguerait pas un troisième mandat illicite. Des élections présidentielle, législatives et provinciales ont eu lieu le 30 décembre ; toutefois, l'élection présidentielle a été annulée à Beni, à Butembo et à Yumbi, et les élections législatives et provinciales prévues dans ces villes ont été reportées à mars 2019. Le président Kabila n'a pas fait acte de candidature et a annoncé qu'il passerait les pouvoirs au vainqueur de l'élection, ce qui marquerait la première passation de pouvoirs civile déterminée par la voie électorale. Les résultats des élections n'étaient pas encore connus à la fin de l'année.

Les autorités civiles n'ont pas toujours maintenu le contrôle des forces de sécurité.

Le conflit armé dans l'est du pays et dans certaines parties de la région des Kasai a exacerbé une situation des droits de l'homme déjà précaire.

Parmi les problèmes présents dans le domaine des droits de l'homme figuraient les exécutions illégales et les homicides commis par les forces gouvernementales et les groupes armés, les disparitions et les enlèvements commis par les forces gouvernementales et les groupes armés, les actes de torture commis par les autorités gouvernementales, les détentions arbitraires de la part des autorités gouvernementales, les conditions pénibles et délétères dans les prisons, les prisonniers politiques, les ingérences arbitraires dans la vie privée, la famille et le domicile, les menaces et les actes de harcèlement visant les journalistes, la censure,

les blocages d'internet, les blocages de sites et la diffamation criminelle, les atteintes graves au droit de réunion pacifique et à la liberté d'association, les retards dans la tenue des élections et les limites imposées au droit des citoyens de changer de gouvernement par des voies démocratiques, la corruption et le manque de transparence à tous les niveaux du gouvernement, les violences à l'encontre des femmes et des enfants, causées en partie par l'inaction et la négligence des pouvoirs publics, le recrutement illicite d'enfants soldats, les crimes comportant des actes de violence à l'encontre des lesbiennes, gays, bisexuels, transsexuels et intersexués (LGBTI) et des personnes en situation de handicap ou de membres d'autres groupes minoritaires, la traite des personnes, comprenant le travail forcé, y inclus celui des enfants et les violations des droits des travailleurs.

Malgré la tenue de certains procès notoires de membres des forces armées, les autorités n'ont souvent pris aucune mesure pour enquêter sur les cas d'abus commis par des responsables officiels, entamer des poursuites et punir les coupables, qu'il s'agisse de membres des forces de sécurité ou d'autres instances gouvernementales, et l'impunité dans les cas d'atteintes aux droits de l'homme était un problème.

Les forces de sécurité gouvernementales ainsi que les milices et les groupes rebelles ont continué de commettre des exactions, principalement dans les régions du Kasai-Central et du Kasai-Oriental. Ces exactions comprenaient des exécutions illégales et des homicides, des disparitions, des actes de torture, des destructions de biens publics et privés, et des violences sexuelles et sexistes. Les milices et les groupes rebelles ont également recruté, enlevé et employé des enfants soldats et contraint des personnes au travail forcé. Le gouvernement a lancé des opérations militaires contre des milices et des groupes rebelles, mais il n'avait que des capacités limitées pour enquêter sur leurs agissements et traduire les responsables en justice (voir la section 1.g.).

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :

a. Privation arbitraire de la vie et autres exécutions extrajudiciaires ou à motivations politiques

De nombreux rapports ont fait état d'exécutions arbitraires ou illégales commises par les pouvoirs publics ou leurs agents.

Les forces de sécurité de l'État ont commis des exécutions arbitraires ou illicites lors d'opérations menées contre des milices et des groupes rebelles dans l'est du pays et dans la région des Kasai (voir la section 1.g.) Selon le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH), les forces de sécurité ont été responsables de 389 exécutions extrajudiciaires au cours de l'année dans l'ensemble du pays. Nombre de ces exécutions extrajudiciaires ont été commises dans les Kasai, où les forces de sécurité de l'État combattaient les milices du mouvement Kamuina Nsapu et d'autres milices antigouvernementales. Les milices et les groupes rebelles se sont rendus responsables d'au moins 780 exécutions sommaires.

Le 21 janvier et le 25 février, les forces de sécurité ont fait usage d'une force létale disproportionnée pour perturber les manifestations menées par des dirigeants de l'Église catholique et de certaines Églises protestantes en faveur de la tenue d'élections crédibles et de l'application de l'accord de décembre 2016. Durant les deux jours de manifestations des observateurs des Nations Unies et d'autres ont vu de leurs yeux des membres de la Garde républicaine et d'autres forces de sécurité ouvrir le feu sur les manifestants en les visant directement, ce qui a fait sept morts le 21 janvier et deux le 25 février. Au nombre des victimes tuées le 21 janvier se trouvait Thérèse Kapangala, aspirante religieuse de 24 ans, qui a été tuée par balles à l'extérieur de son église dans une paroisse catholique de Kinshasa. Au cours des manifestations organisées le 25 février par le Comité laïc de coordination, proche de l'Église catholique, les forces de sécurité de l'État ont tué deux personnes, dont Rossy Mukendi Tshimanga, militant local de défense des droits de l'homme, qui a été tué par une balle en caoutchouc à l'intérieur de l'enceinte d'une église. Du 3 au 7 août, les forces de sécurité de l'État ont fait usage de gaz lacrymogène et de tirs à balles réelles qui ont causé la mort de trois personnes, dont deux enfants, et blessé au moins deux personnes.

En mars, un rapport commun du Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme (BCNUDH) de Kinshasa et du Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) couvrant la période de janvier 2017 à janvier 2018 inclus a noté que les forces de sécurité de l'État avaient fait usage d'une force illégale, systématique et disproportionnée contre les manifestants, qui avait été cause de 47 décès de civils. Les 12 et 15 novembre, la police a été responsable de la mort de deux étudiants qui manifestaient contre une grève des enseignants à l'Université de Kinshasa.

Le 4 juillet, le HCDH a publié un rapport sur les exactions commise dans la région des Kasai, qui accusait les milices Kamuina Nsapu et Bana Mura et les forces de

sécurité de l'État de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Sur la base d'entretiens avec 524 personnes, le rapport d'experts accusait les forces armées de coopération avec la milice Bana Mura et d'une riposte d'une violence excessive au conflit dans la région, signalant en particulier le 2101^e régiment qui avait été redéployé du Nord-Kivu à Kananga en 2007 alors qu'il faisait partie de la Cinquième brigade intégrée. Selon les estimations du rapport, le conflit, qui a été le plus violent en 2017, a causé « des milliers de décès et une situation des droits de l'homme catastrophique » et a déplacé 1,4 million de personnes. Entre autres incidents, le rapport a documenté une attaque des forces de sécurité de l'État lancée en mai 2017 à Tshikulu durant laquelle au moins 79 civils, dont au moins 19 enfants, ont été exécutés sommairement. Le 15 septembre, un réseau régional de développement de la société civile dans la région des Kasai a publié un rapport où il déclarait qu'en mars 2017, les forces de sécurité de l'État avaient tué 264 civils dans le village de Nganza durant des opérations anti-milices.

Des groupes rebelles et des milices ont commis des exécutions arbitraires et illicites tout au long de l'année (voir la section 1.g.) De nombreux groupes armés ont recruté et employé des enfants en tant que soldats et boucliers humains et ont ciblé des éléments des forces de sécurité de l'État, des membres du gouvernement et d'autres parties.

b. Disparition

Des rapports ont fait état de disparitions imputables aux forces de sécurité de l'État au cours de l'année. Les autorités ont souvent refusé de reconnaître qu'elles détenaient des suspects et, dans plusieurs cas, en ont détenu dans des établissements non officiels, y inclus sur des bases militaires et dans des établissements de détention administrés par l'Agence nationale de renseignement (ANR). Les lieux où se trouvaient certains militants de la société civile et d'autres civils arrêtés par les forces de sécurité de l'État sont restés inconnus pendant de longues périodes.

Des milices et des groupes rebelles ont enlevé de nombreuses personnes, généralement pour les soumettre au travail forcé, au service militaire ou à l'esclavage sexuel. Beaucoup de ces victimes ont disparu (voir la section 1.g.) En juillet, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) a confirmé que 66 personnes avaient été enlevées précédemment dans la province du Kasai par les Bana Mura, milice soutenue par les pouvoirs publics, et réduites en esclavage sexuel. Parmi les personnes enlevées figuraient deux femmes, 49 filles et 15 garçons qui étaient en

captivité depuis avril 2017. Le gouvernement a nié ces conclusions et a prétendu qu'il s'agissait de fausses informations.

c. Torture et autres châtements ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La loi criminalise la torture, mais des rapports crédibles ont indiqué que les forces de sécurité de l'État continuaient de torturer des civils, en particulier des détenus et des prisonniers. En novembre, l'organisation non gouvernementale (ONG) britannique Freedom from Torture a signalé que la torture était largement répandue en RDC, tant dans les zones de conflit qu'à l'extérieur de ces zones. Elle avait accumulé des témoignages sur près de 900 cas de torture dans le pays, dont 74 cas entre 2013 et 2018. L'ONG déclare dans son rapport : « La torture est employée principalement en tant que forme de punition du militantisme politique et de défense des droits de l'homme, et en tant que moyen de dissuasion d'une participation future ». Tout au long de l'année, des militants ont diffusé des vidéos montrant la police qui battait des manifestants non armés et non violents.

Au 10 octobre, les Nations Unies ont déclaré avoir reçu 15 allégations d'actes d'exploitation et de sévices sexuels commis par les forces armées, la police et le personnel civil déployés auprès de la MONUSCO au cours de l'année. Onze des cas signalés étaient des allégations de relation exploitante, trois, de rapports sexuels transactionnels, deux, de viol de mineur et un, d'agression sexuelle. Au 10 octobre, toutes les enquêtes relatives à ces allégations étaient en cours. Les Nations Unies ont également signalé que des soldats de la paix bangladais étaient impliqués dans des affaires d'exploitation et d'abus sexuels alors qu'ils étaient déployés au sein de la MONUSCO de 2015 à 2017. Les soldats de la paix en question ont été rapatriés par les Nations Unies et les enquêtes menées par le gouvernement du Bangladesh étaient en cours à la fin de l'année.

Les Nations Unies ont signalé avoir reçu au cours de l'année une allégation d'exploitation et d'abus sexuels à l'encontre d'un soldat de la paix de la RDC alors qu'il était déployé au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine. Il s'agissait dans ce cas d'une allégation de viol de mineur. Les enquêtes menées par les Nations Unies et la RDC étaient toujours en cours à la fin de l'année. Vingt-six allégations signalées avant 2018 étaient toujours en cours, dans un grand nombre de cas dans l'attente de renseignements complémentaires devant être fournis par la RDC. Dix-sept d'entre elles concernaient l'exploitation et les abus sexuels de mineurs.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Dans la plupart des prisons de l'ensemble du pays, les conditions ont empiré au cours de l'année, venant encore aggraver les conditions déjà pénibles et délétères dues aux pénuries alimentaires, à un surpeuplement carcéral extrême et aux installations sanitaires et aux soins médicaux inadéquats. Les conditions étaient encore plus dures dans les petits centres de détention administrés par l'ANR, la Garde républicaine ou d'autres forces de sécurité, où des personnes étaient souvent placées en détention provisoire de longue durée, sans accès à leur famille ou à un avocat. Certains militants de la société civile arrêtés à Kinshasa auraient été détenus dans des cachots secrets administrés par la Garde républicaine dans un camp militaire.

Conditions matérielles : Les menaces graves pour la vie et la santé étaient généralisées, et notamment la violence (en particulier le viol), le manque de nourriture, et l'insuffisance de l'alimentation en eau potable, des installations sanitaires, de l'aération, du contrôle de la température, de l'éclairage et des soins médicaux. L'insuffisance de l'aération exposait les détenus à une chaleur extrême. Les prisons centrales étaient fortement surpeuplées, les taux d'occupation étant estimés en moyenne à 200 % de leur capacité. Par exemple, la prison centrale de Makala, à Kinshasa, construite en 1958 pour accueillir 1 500 personnes, en a hébergé jusqu'à 8 500 au cours de l'année. En septembre, Radio Okapi a signalé qu'il s'y trouvait 7 400 détenus. Les hommes et les femmes étaient généralement placés dans des quartiers distincts, mais les mineurs et les adultes étaient souvent incarcérés ensemble. Les femmes étaient parfois incarcérées avec leurs enfants. En juillet, l'ONG locale Action paysanne pour le développement a signalé que 13 nourrissons souffraient de malnutrition et de diverses maladies en raison des mauvaises conditions dans lesquelles ils étaient détenus avec leurs mères dans la prison de Munzenze à Goma. Les détenus provisoires étaient rarement séparés des prisonniers condamnés.

Étant donné que les détenus manquaient de nourriture et avaient peu accès à l'eau, nombreux étaient ceux qui dépendaient exclusivement de membres de leur famille, d'ONG et de groupes confessionnels pour assurer leur subsistance. Les Nations Unies ont signalé que 223 personnes étaient décédées en détention au cours de l'année, soit une augmentation de 10 % par rapport aux 201 décès enregistrés en 2017. Ces décès étaient dus à la malnutrition, aux mauvaises conditions d'hygiène et au manque d'accès à des soins médicaux appropriés. De janvier à juin, des épidémies de choléra et de tuberculose sont venues aggraver la situation sanitaire déjà mauvaise ce qui, avec le surpeuplement, a produit une augmentation de 20 %

du nombre de décès en détention par rapport à la même période en 2017. En juillet, cinq détenus sont morts de maladie diarrhéique et de malnutrition grave en raison des mauvaises conditions sanitaires et de l'insuffisance des services médicaux dans la prison de Tshela au Kongo-Central. En janvier, la MONUSCO a indiqué que 57 détenus de la prison de Manono dans la province du Tanganyika souffraient de malnutrition et qu'ils étaient restés sans nourriture de 10 à 14 jours.

La plupart des prisons étaient sous-dotées en personnel, insuffisamment équipées et mal entretenues, ce qui aboutissait souvent à de la corruption et à un mauvais contrôle de la population carcérale, situation qui contribuait aux évasions. Le 21 mars, les médias ont fait savoir que deux policiers avaient été condamnés à la prison à perpétuité par un tribunal militaire pour avoir participé à une évasion de prison le 18 mars à Lubumbashi, dans la province du Haut-Katanga. Les Nations Unies ont signalé qu'au moins 801 personnes s'étaient évadées de centres de détention au cours de l'année, soit une réduction notable par rapport aux 5 926 évasions survenues en 2017.

Il était fréquent que les autorités battent ou torturent arbitrairement des détenus. Le 13 septembre, la police a arrêté sept membres du groupe local de la société civile *Les Congolais Debout !* à l'Université de Kinshasa alors qu'ils faisaient campagne contre l'utilisation de machines à voter, au motif qu'ils se livraient à des activités politiques dans un environnement censé être apolitique. Ils auraient été battus, fouettés et contraints de nettoyer les lieux d'aisance à mains nues durant leur détention dans les locaux de la police. Leur avocat a déclaré qu'ils avaient été transférés dans une cellule de l'ANR et qu'au 15 novembre, ils étaient toujours détenus sans avoir été mis en accusation.

Des groupes rebelles et des milices ont détenu des civils, souvent pour obtenir une rançon, mais peu d'informations étaient disponibles sur les conditions de détention de ces derniers (voir la section 1.g.).

Administration : Certains directeurs de prison ne pouvaient qu'estimer le nombre de détenus se trouvant dans leur établissement. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a rendu visite à un nombre inconnu de prisonniers. Les autorités ont interdit à certains détenus de recevoir des visites et, fréquemment ne leur ont pas permis de prendre contact avec les autorités judiciaires ni de porter plainte auprès de celles-ci. Les directeurs et le personnel administraient généralement les prisons dans un but lucratif, vendant les places de couchage au plus offrant et exigeant des paiements pour les visites familiales.

Surveillance indépendante : Le gouvernement a régulièrement autorisé le CICR, la MONUSCO et des ONG à accéder aux établissements de détention officiels relevant du ministère de l'Intérieur, mais leur a systématiquement refusé l'accès aux établissements administrés par la Garde républicaine, l'ANR et les services de renseignement des forces armées et de la police.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

La loi interdit les arrestations ou les détentions arbitraires, mais les forces de sécurité de l'État ainsi que les milices et les groupes rebelles ont régulièrement arrêté ou détenu des personnes arbitrairement (voir la section 1.e.).

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

La Police nationale congolaise (PNC) relève du ministère de l'Intérieur et a pour responsabilité principale l'application des lois et le maintien de l'ordre public. Elle comprend la Police d'intervention rapide et l'Unité de police intégrée. L'ANR, supervisée par la présidence de la République, est responsable du renseignement intérieur et extérieur. Les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et le service de renseignement militaire fonctionnent sous le contrôle du ministère de la Défense et sont responsables au premier chef de la sécurité extérieure mais se concentrent en réalité presque exclusivement sur la sécurité intérieure. La présidence supervise la Garde républicaine et le ministre de l'Intérieur supervise la Direction générale de migration qui, avec la PNC, est chargée du contrôle des frontières. Des magistrats militaires sont chargés des enquêtes et des poursuites pour tous les crimes imputés à des membres des forces de sécurité de l'État, que les faits aient eu lieu ou non en service. Les civils peuvent être jugés par des tribunaux militaires s'ils sont accusés d'infractions en rapport avec des armes à feu. Le système de justice militaire a souvent succombé à des ingérences de nature politique et hiérarchique et les dispositions de sécurité en faveur des magistrats dans les zones touchées par les conflits étaient insuffisantes. Les mécanismes judiciaires étaient particulièrement inefficaces pour réprimer les actes d'inconduite de responsables de grade intermédiaire et supérieur étant donné la règle qui veut que le juge d'un tribunal militaire soit d'un grade supérieur à celui de l'accusé.

Des éléments des forces de sécurité de l'État étaient indisciplinés et corrompus. Selon les Nations Unies, les agents de l'État étaient responsables de 61 % des violations des droits de l'homme documentées au cours de l'année. Des unités de la PNC et des FARDC se sont régulièrement livrées à la taxation illégale et à

l'extorsion d'argent de civils. Elles établissaient des points de contrôle pour percevoir des « taxes » et, fréquemment, volaient de la nourriture et de l'argent et arrêtaient les personnes qui n'avaient pas les moyens de leur verser un pot-de-vin. Les FARDC souffraient de faiblesses du commandement, d'une planification opérationnelle médiocre, d'une faiblesse de leurs capacités administratives et logistiques, d'un manque de formation et d'une loyauté douteuse de la part de certains soldats, en particulier dans l'est du pays. Des organisations à but non lucratif et les Nations Unies ont signalé la survenue régulière d'extorsion d'argent, de violences sexuelles, y inclus de viols collectifs, d'arrestations arbitraires et d'agressions violentes de la part des forces de sécurité de l'État à l'encontre de migrants congolais et de réfugiés expulsés rentrant de l'Angola en octobre.

Bien que le système de justice militaire ait condamné des agents des forces de sécurité de l'État d'atteintes aux droits de l'homme, l'impunité était toujours un grave problème. Le gouvernement a participé avec la MONUSCO à des travaux de comités conjoints des droits de l'homme et a fait usage des ressources internationales disponibles, telles que le programme d'appui technique et logistique mis en œuvre par les Nations Unies pour les auditeurs militaires, ainsi que les audiences foraines appuyées par des ONG.

Des tribunaux militaires ont jugé des agents des forces de sécurité de l'État coupables de violations des droits de l'homme. Les Nations Unies ont signalé que de janvier à juin, les autorités avaient condamné au moins 120 membres des FARDC et 66 agents de la PNC jugés coupables de crimes constituant des violations des droits de l'homme. Le 26 juillet, la Haute Cour militaire siégeant en chambre foraine à Bukavu a condamné en appel trois officiers des FARDC de haut grade pour divers crimes contre l'humanité : le colonel Julius Dhenyo Becker, à deux ans de prison, condamnation critiquée par les observateurs pour sa clémence relative, le lieutenant-colonel Maro Ntuma, à 20 ans de prison pour divers crimes dont des homicides, et le colonel Bedi Mobuli, à la prison à perpétuité pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre, comprenant des viols et des meurtres. Le 20 octobre, le Tribunal militaire de l'Ituri a jugé coupable le sergent Bienvenue Mugisa Akiki et l'a condamné à la peine capitale pour le meurtre de quatre civils commis le 16 octobre dans le territoire de Djugu de la province de l'Ituri.

Le procès de personnes accusées d'avoir pris part en mars 2017 à l'assassinat des experts des Nations Unies Michael Sharp et Zaïda Catalan s'est poursuivi. Après un retard de plusieurs mois, l'auditorat militaire a commencé à appeler les principaux suspects à témoigner et, le 7 décembre, il a arrêté un colonel des forces

armées et a annoncé qu'il était suspect dans l'affaire. D'autres principaux suspects ont été appelés à témoigner, mais tous n'ont pas été appréhendés.

Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

La loi exige la délivrance d'un mandat en cas d'arrestations pour délits passibles de plus de six mois d'emprisonnement. Les détenus doivent être présentés à un magistrat dans un délai de 48 heures. Les autorités doivent informer les personnes arrêtées de leurs droits et du motif de leur arrestation et ne sont pas autorisées à arrêter un membre de la famille à la place de la personne recherchée. Elles doivent permettre aux personnes arrêtées de contacter leur famille et de consulter un avocat. Les responsables de la sécurité enfreignaient toutefois régulièrement toutes ces dispositions.

Bien que la loi prévoie un système de mise en liberté sous caution, ce système ne fonctionnait généralement pas. Les détenus qui n'avaient pas les moyens de payer avaient rarement accès à un avocat. Les autorités ont souvent mis des suspects au secret, notamment dans les centres de détention non officiels gérés par l'ANR, le renseignement militaire et la Garde républicaine, et ont refusé de reconnaître ces détentions.

Les autorités pénitentiaires ont souvent détenu des personnes après la fin de leur peine à cause de la désorganisation, des problèmes de tenue des dossiers, de l'inefficacité de la justice ou de la corruption. Les détenus qui n'avaient pas les moyens de s'acquitter de leur amende restaient souvent incarcérés indéfiniment (voir la section 1.e.).

La PNC a émis en 2014 un décret réformant les procédures d'arrestation et de détention. Ce décret exige que la PNC vérifie les faits avant de procéder à une arrestation, qu'elle sépare les hommes et les femmes et qu'elle veille au bon état sanitaire des centres de détention. On a pu relever certaines améliorations dans les centres de détention récemment réhabilités, mais les autorités n'ont pas appliqué le décret de manière systématique, notamment en ce qui concerne la séparation des hommes et des femmes.

Arrestations arbitraires : Des membres des forces de sécurité ont arrêté et détenu de nombreux militants de la société civile, journalistes et membres de partis de l'opposition qui critiquaient le gouvernement, en invoquant à l'occasion pour prétexte la sécurité de l'État et en leur refusant souvent le bénéfice des garanties prévues par la loi, notamment l'accès à un avocat (voir les sections 1.a., 2.a. et 5).

Tout au long de l'année, les forces de sécurité ont régulièrement détenu au secret et sans mise en accusation des protestataires et des militants de la société civile pendant de longues périodes. Les Nations Unies ont signalé que les forces de sécurité de l'État avaient arrêté arbitrairement au moins 2 933 personnes dans tout le pays de janvier à août inclus. En septembre, le BCNUDH a indiqué qu'au moins 561 femmes avaient été victimes d'arrestation arbitraire au cours de la même période.

En novembre 2017, Christian Lumu, militant de la société civile et membre de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), parti de l'opposition, a été arrêté puis transféré dans un centre de détention de l'ANR. Il a été détenu sans être mis en accusation et, le 28 novembre, il a été transféré dans une prison militaire où il se trouvait encore au 31 décembre. Des témoins ont déclaré qu'il avait été électrocuté et battu durant sa détention.

Le 21 janvier, selon les Nations Unies, plus de 100 personnes ont été arrêtées arbitrairement dans tout le pays, en raison de leur participation à une manifestation pacifique organisées par des dirigeants de l'Église catholique et de certaines Églises protestantes, en faveur de la tenue d'élections crédibles et de l'application de l'accord de décembre 2016. Les Nations Unies ont signalé que le 25 février, au moins 7 194 personnes avaient été arrêtées arbitrairement lors de manifestations organisées par le Comité laïc de coordination, proche de l'Église catholique. Elles ont de même signalé qu'au moins 89 personnes, dont un mineur, avaient été arrêtées et placées en détention provisoire lors de manifestations organisées pour soutenir Moïse Katumbi, politicien de l'opposition, à Lubumbashi et à Kasumbalesa dans la province du Haut-Katanga du 3 au 7 août.

La police a parfois arrêté et détenu des personnes arbitrairement sans les mettre en accusation, aux fins d'extorquer de l'argent de membres de leur famille ou en raison de carences des systèmes administratifs.

Détention provisoire : Les détentions provisoires prolongées, durant souvent plusieurs mois ou plusieurs années, ont continué à poser problème. Des ONG ont estimé que les personnes en détention provisoire constituaient au moins 75 à 80 % de la population carcérale. L'inefficacité judiciaire, les obstacles administratifs, la corruption, les contraintes financières et le manque de personnel se sont également traduits par des retards dans la tenue des procès. Le 15 septembre, un rapport du Conseil régional des organisations non gouvernementales de développement (CRONGD) a documenté le fait que sur les 461 personnes arrêtées en mars 2017

sur des soupçons d'appartenance à des milices et à des groupes rebelles, 44 étaient en détention sans mise en accusation.

Possibilité pour un détenu de contester la légalité de sa détention devant un tribunal : Les détenus ont le droit de contester devant un tribunal le bien-fondé de leur détention ou d'exciper de la nature arbitraire de celle-ci ; toutefois, rares sont ceux qui ont été libérés et indemnisés dans de brefs délais.

Amnistie : Suite à la signature de quatre décrets du ministre de la Justice en janvier et en février, 148 personnes ont été remises en liberté. Deux de ces décrets appliquaient la loi d'amnistie de 2014 (43 personnes libérées) et les deux autres décrets accordaient une libération conditionnelle aux personnes condamnées pour participation à un mouvement insurrectionnel, crimes de guerre et infractions politiques.

Le 29 décembre, le ministre de la Justice Alexis Thambwe Mwamba a annoncé que « plusieurs centaines » de prisonniers seraient graciés à l'occasion de la nouvelle année et a déclaré qu'ils allaient recouvrer leur liberté. Ces prisonniers n'avaient pas encore été libérés à la fin de l'année.

e. Déni de procès équitable et public

La loi prévoit l'indépendance du système judiciaire, mais celui-ci était corrompu et influençable. Les juges ont souvent fait l'objet de coercition de la part de responsables officiels et d'autres personnes influentes. Le 16 août, le ministre de la Justice a déclaré avoir lancé un mandat d'amener international visant l'homme d'affaires et politicien de l'opposition Moïse Katumbi, jugé coupable en 2015 de vente frauduleuse de biens, malgré un rapport de 2017 de Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) concluant que les forces de sécurité de l'État avaient exercé des pressions auprès des autorités judiciaires pour obtenir sa condamnation. Il n'a pas été établi clairement qu'un mandat d'arrêt avait effectivement été émis. La CENCO a conclu de même qu'une affaire analogue de fraude immobilière visant Jean-Claude Muyambo, membre de l'opposition, était elle aussi sans fondement et constituait du « harcèlement judiciaire ». M. Muyambo, qui prétend avoir subi des lésions permanentes au pied après avoir été battu lors de son arrestation en 2015, a été condamné en 2017 à cinq ans de prison et au versement de 1 580 000 francs congolais (9 900 dollars des États-Unis) de dommages-intérêts pour abus de confiance et rétention illégale de documents. Il figurait parmi les prisonniers devant être libérés par le ministère de la Justice le 30 décembre, mais était encore en prison à la fin de l'année.

Le manque de juges a réduit la capacité des autorités à tenir des procès rapides et les juges ont parfois refusé d'être nommés à des postes situés dans des régions isolées du pays où la pénurie de personnel était la plus grande parce que les pouvoirs publics n'étaient pas en mesure de leur apporter des appuis dans ces régions. Les autorités ont régulièrement ignoré les décisions judiciaires. Les conseils de discipline relevant du Conseil supérieur de la magistrature ont continué de statuer chaque mois sur de nombreux cas de corruption et de faute professionnelle ; dans un grand nombre de leurs décisions, ils ont ordonné le limogeage ou la suspension de juges et d'autres magistrats ou leur ont infligé des amendes. Un juge membre du Conseil supérieur de la magistrature a déclaré que son enquête de mars sur la corruption avait conclu que 250 magistrats étaient coupables de contrefaçon, y inclus de la soumission de faux diplômes, et avaient échoué à l'examen de recrutement.

Toutefois, une campagne de recrutement menée au cours de l'année a porté à 3 000 le nombre de juges militaires et civils et, en juillet, le ministre de la Justice a annoncé le recrutement dans tout le pays de juges aux cours d'appel. Le même mois, trois membres de la Cour constitutionnelle, qui en compte neuf, ont été intronisés, dont un conseiller du président et un autre membre en vue du parti du président au pouvoir.

Procédures applicables au déroulement des procès

La Constitution prévoit la présomption d'innocence, mais cette disposition n'a pas toujours été appliquée dans la pratique. Les autorités doivent informer les prévenus des chefs d'accusation qui leur sont imputés dans les meilleurs délais et en détail et, si besoin est, fournir gratuitement des services d'interprétation, mais ne l'ont pas toujours fait. Le public est autorisé à assister aux procès à la discrétion du président du tribunal. Les prévenus ont le droit de passer en procès dans un délai de 15 jours à compter de leur mise en accusation, délai qui peut être prolongé jusqu'à 45 jours au maximum par les juges. Les autorités ne se sont conformées à cette exigence qu'à l'occasion. Il n'est pas exigé dans la plupart des affaires de fournir un avocat aux prévenus, à l'exception des procès pour meurtre. Les autorités ont régulièrement fourni des avocats commis d'office aux prévenus indigents passibles de la peine capitale, mais les avocats n'ont souvent pas eu un accès adéquat à leurs clients. Les prévenus ont le droit d'être présents à leur procès et de se faire défendre par un avocat. Les autorités n'ont, à l'occasion, pas tenu compte de ces droits. Il a généralement été accordé aux prévenus un temps suffisant pour qu'ils préparent leur défense, bien qu'il y ait eu peu de ressources

disponibles. Les prévenus ont le droit de confronter les témoins à charge et de présenter des preuves et des témoins à décharge pour leur défense, mais les témoins hésitaient souvent à témoigner par crainte de représailles. Les prévenus ne sont pas contraints de témoigner ou d'avouer leur culpabilité. Ils ont le droit de faire appel, sauf dans les affaires qui concernent la sécurité nationale, les vols à main armée et la contrebande, qui relèvent généralement de la compétence de la Cour de sûreté de l'État. Ces droits s'étendent à tous les citoyens.

Prisonniers et détenus politiques

De nombreux rapports ont fait état de l'existence de prisonniers ou de personnes en détention pour des motifs politiques. Les autorités ont accusé les prisonniers politiques de diverses infractions, dont l'outrage à la personne ou les menaces visant la vie du chef de l'État, l'incitation à la haine tribale ou à la désobéissance civile, la propagation de fausses rumeurs, la trahison et l'atteinte à la sécurité de l'État. Le gouvernement a autorisé des organisations internationales humanitaires et de défense des droits de l'homme et la MONUSCO à voir certains de ces prisonniers, mais il a constamment refusé tout accès aux centres de détention administrés par la Garde républicaine, les services de renseignement militaire et l'ANR (voir la section 1.c.).

À la fin de l'année, les Nations Unies estimaient qu'au moins 71 personnes étaient en détention en raison de leurs opinions politiques ou d'activités légitimes en tant que citoyens ; l'organisation a signalé toutefois qu'il y avait peut-être un nombre notablement supérieur de personnes considérées comme des prisonniers politiques qui étaient détenues dans des lieux non déclarés. Une ONG locale, l'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ), a indiqué au Conseil de sécurité des Nations Unies le 13 novembre que 54 prisonniers politiques étaient en détention. Le 25 septembre, un tribunal a condamné le militant Carbone Beni et trois autres membres du mouvement citoyen Filimbi à 12 mois de prison pour outrage au chef de l'État, atteinte à la sécurité de l'État et diffusion de matériels subversifs. Ils avaient été arrêtés initialement en décembre 2017 alors qu'ils plaidaient en faveur de manifestations pacifiques organisées par l'Église catholique, à l'appui de l'application de l'accord de décembre 2016 et d'élections crédibles. Détenus sans mise en accusation dans des locaux de l'ANR pendant près de six mois, ils ont été déférés à l'auditorat général de Kinshasa pour être interrogés et ont été transférés à la prison de Makala. Les observateurs ont critiqué la procédure durant laquelle ont été présentées des confessions extorquées sous la contrainte et des preuves fabriquées. Une ONG internationale défense des droits de l'homme a déclaré que des policiers et des agents des services de renseignement avaient battu les membres

de Filimbi durant leur détention et leur interrogatoire. Le 25 décembre, M. Beni et les trois autres membres de Filimbi ont été libérés puisqu'ils avaient déjà purgé leur peine.

Le 16 juillet, le ministre de la Justice Alexis Thambwe a annoncé que les autorités avaient libéré 4 019 prisonniers dans le cadre des « mesures de décrispation » de l'accord de décembre. La plupart des prisonniers avaient toutefois été relâchés un peu plus tôt au titre de l'accord de Nairobi de 2013 entre le groupe rebelle M23 et le gouvernement, et n'étaient pas des prisonniers politiques.

En août, quatre militants de la société civile qui avaient été arrêtés en juillet 2017 pour avoir tenté de se rendre en corps constitué au bureau de la CENI de Lubumbashi pour y remettre une lettre ont été jugés coupables d'atteinte à l'ordre public et condamnés à huit mois de prison. En novembre 2017, un cinquième membre du groupe, Timothée Mbuya, militant au sein d'une ONG et avocat défenseur des droits de l'homme, a été jugé coupable de provocation et d'incitation à la désobéissance et condamné à 12 mois de prison. M. Mbuya a passé six mois en prison avant d'être libéré le 13 février, les quatre autres militants ayant été libérés peu de temps avant lui.

Procédures et recours judiciaires au civil

Les particuliers peuvent demander des réparations pour atteinte à leurs droits de l'homme en formant des recours devant les tribunaux civils. La plupart ont toutefois préféré se pourvoir devant les tribunaux criminels.

f. Ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

La loi interdit les ingérences arbitraires dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance, mais les forces de sécurité de l'État ont couramment passé outre à ces dispositions. Elles ont harcelé et volé des civils, ont pénétré dans leur domicile et leur véhicule sans mandat et les ont fouillés, et ont pillé des résidences, des entreprises et des établissements d'enseignement. Les Nations Unies avaient précédemment signalé que des membres des FARDC avaient effectué en mars 2017 des perquisitions de maison en maison dans la commune de Nganza de la ville de Kananga, dans la province du Kasai-Central, à la recherche de sympathisants de la milice Kamuina Nsapu. Le rapport du HCDH sur les Kasais publié en juillet a attribué la mort de 89 civils, dont au moins 11 enfants, à l'opération des FARDC de mars 2017 (voir la section 1.a.).

g. Violences et exactions dans les conflits internes

Les conflits se sont poursuivis dans certaines régions de l'est de la RDC, en particulier dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Tanganyika, de l'Ituri, du Haut-Uélé, du Bas-Uélé, et dans les provinces de la région des Kasais (Kasai-Central, Kasai, Kasai-Oriental, provinces de Sankuru et de Lomami). Des milices et des groupes rebelles étrangers, tels que les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), les Forces démocratiques alliées/Armée nationale de libération de l'Ouganda (ADF/NALU), les Forces nationales de libération (FNL) et l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), ainsi que des milices et des groupes rebelles autochtones, tels que divers groupes maï-maï (milices locales), les Kamuina Nsapu et la milice Bundu Dia Kongo, ont continué de commettre des violences envers les populations civiles.

Les conflits entre les groupes armés ont provoqué d'importants déplacements de population et ont donné lieu à de nombreuses violations des droits de l'homme. Au Nord-Kivu, la Défense Nduma du Congo- Rénové (NDC-R), la maï-maï Mazembe, l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (ALPCS), les FDLR ainsi qu'une foule de groupes armés de moindre importance se sont affrontés pour s'adjuger des territoires, ce qui a eu pour effet des déplacements de population notables. En juin, le Groupe d'experts des Nations Unies (UNGOE) a signalé que les forces de sécurité de l'État œuvraient en coordination avec des groupes armés, y inclus en leur fournissant du matériel, pour attiser les conflits entre des groupes armés du Nord-Kivu. Il a noté que des commandants des FARDC et de la NDC-R s'entretenaient régulièrement de manière informelle pour discuter d'attaques contre d'autres groupes armés. En juillet, toutefois, les FARDC ont lancé une importante offensive contre la NDC-R.

En faisant obstacle à l'apport d'aide humanitaire et d'appui au développement dans certaines régions, les combats se déroulant dans l'est ont exacerbé une crise humanitaire déjà grave. Des rapports crédibles ont signalé que les autorités locales s'opposaient également à l'aide humanitaire et recouraient à la force pour expulser les populations de trois camps de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDIP) dans la province du Tanganyika, où des milliers de personnes avaient été déplacées par les violences entre les communautés twa et luba. Dans le territoire de Djugu en Ituri, la PNC et les FARDC ont empêché l'aide humanitaire d'accéder à un pourcentage important de la superficie du territoire où une série d'attaques communautaires avait lieu.

Des rapports crédibles ont fait état de la commission de graves atteintes aux droits de l'homme et d'abus par les forces de sécurité de l'État et les milices et les groupes rebelles au cours des conflits internes. Parmi ces milices et groupes rebelles figuraient l'APCLS, les ADF, les FDLR, la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI), la LRA, diverses factions hutus de Nyatura, la Défense Nduma du Congo, les milices Raia Mutomboki, Kamuina Nsapu et Bana Mura, les milices ethniques tshokwe et pende, plusieurs milices burundaises antigouvernementales, et les groupes maï-maï Mazembe, Charles Shetani et William Yakutumba, ainsi que d'autres. Le chef de la milice Bakata Katanga, Gédéon Kyungu Mutunga, qu'un tribunal national avait jugé coupable de crimes contre l'humanité en 2009 mais qui s'était évadé de prison en 2011, s'est rendu aux autorités gouvernementales en 2016 et, à la fin de l'année, était toujours assigné à domicile selon un régime appuyé par les autorités au lieu d'avoir été réincarcéré. Le gouvernement n'a pas pris de mesures pour le tenir responsable de ses actes.

Les Nations Unies ont signalé que les milices Kamuina Nsapu, basées dans la région du Kasai-Central, se livraient à des homicides ciblés de membres des forces armées et de la police, de responsables officiels et de civils soupçonnés de coopérer avec eux (voir la section 1.a. Le 4 juillet, le HCDH a publié un rapport sur les exactions commises dans la région des Kasais qui accusait les milices Kamuina Nsapu et Bana Mura et les forces de sécurité de l'État de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Le rapport d'experts, se fondant sur des entretiens menés avec 524 personnes, accusait les militaires d'une riposte d'une violence excessive au conflit dans la région, en particulier de la part du 2101^e régiment. Selon les estimations du rapport, le conflit, qui a été le plus violent en 2017, a causé « des milliers de décès et une situation des droits de l'homme catastrophique » et a déplacé 1,4 million de personnes. Entre autres incidents, le rapport a documenté une attaque des forces de sécurité de l'État lancée en mai 2017 à Tshikulu durant laquelle au moins 79 civils, dont au moins 19 enfants, ont été exécutés sommairement.

Les milices Kamuina Nsapu et Bana Mura ont également commis de graves violations des droits de l'homme à l'encontre d'enfants (voir la section 6).

Au cours de l'année, les attaques attribuées aux ADF ont fait plus de 200 morts dans la population civile. Le 22 septembre, une attaque attribuée aux ADF à Beni a tué 12 civils et quatre soldats et a causé des troubles civils qui ont empêché les travailleurs de l'aide de riposter à une flambée de maladie à virus Ebola d'une gravité croissante pendant plusieurs jours.

Le gouvernement a lancé des opérations militaires contre plusieurs des milices et des groupes rebelles principaux, notamment en établissant une nouvelle zone opérationnelle dans la région des Kasaïs pour combattre les milices Kamuina Nsapu. La coopération opérationnelle entre la MONUSCO et le gouvernement s'est poursuivie dans l'est mais pas dans la région des Kasaïs, où les troupes des FARDC ont été accusées de graves abus des droits de l'homme qui, selon un rapport des Nations Unies, pourraient être constitutifs de crimes contre l'humanité. La MONUSCO et les FARDC ont coopéré pour combattre les FDLR, les ADF et la FRPI au cours de l'année. En juillet, le chef de la Nduma Défense du Congo, Ntabo Ntaberi Cheka, accusé de crimes en rapport avec les viols de Walikale de 2010, s'est rendu aux forces de la MONUSCO et, le 5 août, a été remis en la garde des autorités congolaises. Son procès s'est ouvert le 27 novembre devant un tribunal militaire, auquel il aura à répondre de crimes contre l'humanité comprenant des viols, des assassinats, des pillages, des actes de torture et des crimes de guerre tels que le recrutement d'enfants. Le procès était toujours en cours à la fin de l'année.

Les milices ethniques ont, de manière généralisée, commis des assassinats, des viols et des déplacements de civils. En Ituri, une série d'attaques de milices locales non identifiées contre des villages ont causé d'importants déplacements en raison des craintes dans la population locale de voir la résurgence d'un conflit ethnique qui était essentiellement inhibé depuis 2007. Plus de 40 personnes ont été tuées, pour la plupart dans des attaques à coups de machettes. Quelque 350 000 personnes ont été déplacées par le conflit, dont 42 000 (chiffre estimatif) qui se sont réfugiées en Ouganda. En juillet, la situation s'était suffisamment stabilisée dans la région pour que certaines d'entre elles réintègrent leurs foyers.

Le 27 mars, le Conseil de sécurité des Nations Unies a prorogé le mandat de la MONUSCO de 12 mois et a renouvelé la brigade d'intervention pour neutraliser les groupes armés. Son mandat accordait la priorité à la protection des populations civiles et à l'appui à l'application de l'accord de décembre 2016 en se concentrant sur le soutien du processus électoral. Au 31 août, les effectifs de la MONUSCO comptaient quelque 16 940 soldats de la paix, observateurs militaires et policiers.

Exécutions : Les Nations Unies ont indiqué que, de janvier à juin, les milices et les groupes rebelles avaient tué 386 civils, soit 43 morts de plus que durant la même période en 2017. Le FRPI s'est rendu responsable de 177 homicides, tous commis dans le territoire d'Irumu dans la province de l'Ituri et en grande partie lors d'embuscades et d'attaques contre des villages ciblant des civils. Les groupes mai-mai ont exécuté sommairement 33 civils dans la province du Nord-Kivu et le

groupe armé Gumino en a exécuté sommairement au moins 25, dont six femmes, dans la région du Haut-Plateau au Sud-Kivu.

Selon les Nations Unies, au moins 890 personnes ont été tuées lors de violences communautaires survenues du 16 au 18 décembre à Yumbi, dans la province de Maï-Ndombe, à la suite d'un différend portant sur le lieu d'inhumation d'un chef local. Les violences ont notamment pris la forme de multiples incendies et de pillage de villages. Jusqu'à 16 000 personnes ont été déplacées et des milliers ont fui les violences en traversant le fleuve Congo pour se réfugier en République du Congo.

Enlèvements : Des organismes des Nations Unies et des ONG ont signalé que des groupes rebelles et des milices enlevaient des personnes, généralement pour les employer comme porteurs ou guides, ou pour exiger des rançons. Les Nations Unies ont indiqué que, de janvier à la fin août, les milices et les groupes rebelles avaient enlevé 1 726 personnes, dont 330 femmes ; la NDC était le principal groupe auteur de ces enlèvements, avec 364 personnes enlevées au cours de cette période. Les victimes d'enlèvements commis par des agresseurs inconnus ou soupçonnés d'appartenir à des milices et à des groupes rebelles dans la province du Nord-Kivu ont déclaré avoir été détenues à l'extérieur ou dans des locaux inconnus pendant plusieurs jours, dépouillées de leurs vêtements et de leurs biens, torturées, puis abandonnées. Les observateurs ont noté une réduction notable du nombre d'enlèvements commis par la LRA au cours de l'année par rapport à 2017.

Mauvais traitements, sanctions et torture : Des organismes des Nations Unies et des ONG ont signalé que de janvier au 31 août inclus, les forces de sécurité de l'État avaient arrêté, détenu illégalement, violé et torturé 662 civils, dont 68 femmes, dans les zones touchées par les conflits.

Des milices et des groupes rebelles ont commis des exactions dans les zones rurales du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, des provinces du Kasai et des anciennes provinces du Katanga et Orientale, notamment des homicides, des viols et des actes de torture visant des civils. Les ADF ont lancé au cours de l'année de nombreuses attaques qui ont fait des morts parmi la population civile, les FARDC et les soldats de la paix de la MONUSCO. Le 22 septembre, les ADF ont lancé une attaque à Beni, dans la province du Nord-Kivu, lors de laquelle au moins 18 personnes ont été tuées.

Des hommes, des femmes et des mineurs ont été violés par des membres de milices et de groupes rebelles dans le cadre des violents affrontements entre ceux-ci et

avec les FARDC. Il n'y avait pas de statistiques disponibles sur le viol, y compris le viol d'hommes. Le 21 mai, à Bijombo, dans la province du Sud-Kivu, une femme de 45 ans et deux adolescentes de 16 et 17 ans ont été violées par les FARDC. Les victimes étaient à la recherche de leurs biens qu'elles avaient abandonnés en s'enfuyant de leur village. Le 2 juillet, à Kananga, dans la province du Kasai-Central, deux adolescentes de 15 et 17 ans et deux femmes ont été violées par une dizaine d'hommes armés ; au moins l'un des agresseurs a été reconnu comme étant un policier.

Enfants soldats : La section Protection de l'enfant de la MONUSCO a signalé que les milices et les groupes rebelles avaient relâché de leurs rangs au moins 2 253 enfants au cours de l'année. Elle avait indiqué précédemment que près de 37 % des enfants recrutés avaient moins de 15 ans lors de leur recrutement, ce qui pourrait constituer un crime de guerre. Ces chiffres représentent une augmentation de 40 % du recrutement général et une augmentation de 13 % du nombre d'enfants de moins de 15 ans recrutés, par rapport à la même période en 2016. L'UNICEF est venu en aide aux enfants par l'entremise de plusieurs ONG. De janvier à la fin septembre, ces enfants ont été soustraits à divers groupes rebelles et milices, notamment : Nyatura (661), mai-mai Mazembe (505), Kamuina Nsapu (242), Raia Mutomboki (168), Forces démocratiques pour la libération du Rwanda-Forces combattantes Abacunguzi (166), ADF (80), Nduma Défense of Congo-Rénovée/Guidon (74), Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain /Janvier (71), ainsi que d'autres groupes (106). La plupart des enfants soustraits à ces groupes l'ont été au Nord-Kivu, suivi par la région des Kasais.

Selon les Nations Unies, les enfants, y inclus ceux employés en tant que combattants et en tant que boucliers humains, constituaient environ 50 à 70 % des effectifs des milices Kamuina Nsapu. Les Nations Unies ont signalé que les chefs des Kamuina Nsapu donnaient de la drogue aux enfants et leur lacéraient l'abdomen et les épaules dans le cadre d'un rituel initiatique pour déterminer s'ils possédaient des pouvoirs qui les protégeraient des balles. Certains enfants ont succombé à ce traitement, en raison d'incisions profondes causées par des lances et des bâtons.

Les forces de sécurité de l'État ont continué d'arrêter et de détenir des enfants en raison de leur association à des groupes armés. Le 26 mai, selon les rapports de médias, 13 mineurs ont été relâchés de la prison centrale de Kananga dans la province du Kasai. Certains enfants ont déclaré avoir été détenus pendant des semaines dans d'autres établissements éloignés avant leur transfert à Kananga.

Une conseillère présidentielle en matière de lutte contre les violences sexuelles et le recrutement d'enfants, nommée en 2014, a sensibilisé le public au problème des violences sexuelles dans tout le pays et a encouragé les efforts visant à soustraire les enfants soldats aux forces de sécurité de l'État et à fournir des services aux victimes. Le 14 février, une unité des FARDC déployée dans le territoire de Djugu de la province de l'Ituri aurait employé en tant que porteurs et porteurs d'eau quatre garçons âgés de 14 à 16 ans, qui auraient été relâchés le lendemain. Les Nations Unies ont signalé que de janvier à la fin septembre, les FARDC étaient impliquées dans 27 incidents durant lesquels des enfants ont été tués et mutilés. Les Nations Unies ont également indiqué que les FARDC entretenaient des relations de type mandant-mandataire avec la NDC-R, qui a recruté et employé des enfants au cours de l'année. Les pouvoirs publics ont coopéré avec les organisations internationales pour éliminer le recrutement des enfants et pour soustraire les enfants aux forces de sécurité de l'État ainsi qu'aux groupes rebelles et aux milices, y inclus à la NDC-R. Durant l'année, Guidon Shimeray Mwissa, chef de la NDC-R, a signé une promesse et, en novembre, s'est engagé à appliquer une feuille de route pour extraire tous les enfants de ses rangs et à s'abstenir de tout recrutement d'enfants à l'avenir. En février, les Nations Unies ont inscrit Guidon Shimeray Mwissa sur leur liste de sanctions, en raison, entre autres, de l'emploi qu'il faisait d'enfants soldats. Les Nations Unies et plusieurs intervenants de la société civile ont signalé que tous les enfants soldats avaient été relâchés de la NDC-R et que Guidon Shimeray Mwissa tenait sa promesse de ne pas recruter d'enfants.

Les ADF ont continué d'enlever des enfants et de les employer comme combattants.

Veillez également consulter le *Rapport annuel sur la traite des personnes* du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

Autres violations liées aux conflits : Les combats entre les FARDC et les groupes rebelles et les milices ont continué de déplacer les populations et de limiter l'accès de l'aide humanitaire, en particulier dans les provinces des Kasaïs, les territoires de Rutshuru, de Walikale, de Lubero, de Beni et de Nyiragongo au Nord-Kivu, dans la province du Sud-Kivu et dans la province du Tanganyika.

Dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Kasai-Oriental et du Haut-Katanga, des membres de milices et des groupes rebelles ainsi que des soldats des FARDC ont continué de taxer et d'exploiter illégalement les ressources naturelles et d'en faire le commerce pour se procurer des revenus et accroître leur pouvoir.

Les FARDC ont exécuté des enfants non armés qui étaient soupçonnés d'appartenir au groupe Kamuina Nsapu. Le commerce clandestin des minerais et d'autres ressources naturelles a facilité l'achat d'armes et a diminué les recettes publiques. Les ressources naturelles les plus exploitées étaient l'or, la cassitérite (minerai d'étain), le coltan (minerai de tantale) et la wolframite (minerai de tungstène), mais ces ressources comprenaient également des produits de la faune et de la flore sauvages, le bois d'œuvre, le charbon de bois et le poisson.

D'après les médias et la société civile, des éléments de la LRA se livraient au trafic de l'ivoire d'éléphants du Parc national de Garamba pour financer leurs opérations, selon toute vraisemblance en faisant passer l'ivoire de contrebande par la République centrafricaine, le Soudan du Sud et la région contestée de Kafia Kingi contrôlée par le Soudan pour se mettre en rapport avec des réseaux commerciaux illicites qui acheminaient ces produits vers la Chine.

Le commerce illégal des minerais était à la fois un symptôme et une cause de la faiblesse de la gouvernance. Il finançait les forces de sécurité de l'État ainsi que les milices et les groupes rebelles, et produisait parfois des recettes pour les autorités traditionnelles et les instances gouvernementales locales et provinciales. Du fait du renforcement des règlements officiels motivé par les efforts de plaidoyer mondiaux ainsi que par l'appui des donateurs, l'extraction de la cassitérite, du coltan et de la wolframite a donné lieu à des exportations légales en quantités modestes mais croissantes provenant de zones non touchées par le conflit du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Haut-Katanga et de la province du Maniema. Au cours de l'année, a également eu lieu le premier envoi d'une petite quantité d'or provenant de zones de la RDC non touchées par le conflit. Les forces de sécurité de l'État et les milices et les groupes rebelles ont continué de contrôler et de menacer des zones minières isolées dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l'Ituri, du Maniema, de la région des Kasais et du Haut Katanga et de s'y livrer à des extorsions.

La loi interdit aux FARDC ainsi qu'aux groupes rebelles et aux milices de se livrer au commerce des minerais, mais elle n'a pas été appliquée de manière efficace par les pouvoirs publics. Parmi les actes criminels commis par des unités des FARDC et des milices et des groupes rebelles figuraient les rackets de protection, l'extorsion de fonds et le vol. Par exemple, en mars, l'UNGOE a documenté une tentative de vol de 2 860 livres de coltan par des officiers des FARDC. L'UNGOE a également reçu des renseignements crédibles selon lesquels des responsables de la sécurité de l'État participaient à des opérations de contrebande d'or et d'exploitation minière illégale. Des rapports non corroborés indiquaient que des

responsables gouvernementaux étaient impliqués dans des pratiques illicites d'extraction de l'or.

L'UNGOE a signalé que plusieurs groupes rebelles et milices ainsi que des éléments des FARDC tiraient profit de l'exploitation et du commerce illégaux des ressources minières (voir la section 7.b.). Il a indiqué qu'une grande partie de l'or ayant (censément) pour origine le Rwanda et l'Ouganda provenait frauduleusement de pays voisins, y compris de la RDC. Il a documenté, par exemple, une opération de contrebande d'or de source illégale par laquelle l'or avait abouti en Ouganda et dans les Émirats Arabes Unis où il avait été vendu.

Section 2. Respect des libertés individuelles, notamment :

a. Liberté d'expression, notamment pour la presse

La loi garantit la liberté d'expression et la liberté de la presse. La presse a fréquemment et ouvertement critiqué les agents publics et les décisions de politique publique. En général, chacun pouvait critiquer en privé le gouvernement, les fonctionnaires et les autres citoyens sans encourir de représailles des autorités. En revanche, les critiques publiques visant les responsables gouvernementaux, le président ou les politiques officielles concernant les élections, la démocratie et la corruption ont parfois abouti à des mesures d'intimidation, à des menaces et à des arrestations. Les autorités ont également empêché les journalistes de filmer ou de couvrir certaines manifestations et ont refusé de renouveler les visas de correspondants de médias étrangers ou d'en accorder.

Liberté d'expression : La loi interdit les insultes envers le chef de l'État, la diffamation malveillante et publique et les propos dont il est présumé qu'ils menacent la sécurité nationale. Des journalistes, des militants et des politiciens ont parfois été détenus par les autorités lorsqu'ils avaient critiqué publiquement le gouvernement, le président ou les forces de sécurité de l'État. Des agents de sécurité en civil et en uniforme auraient surveillé les rassemblements et les événements politiques.

Liberté de la presse et des médias : Le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC) a pour mandat de garantir la liberté de la presse ainsi que d'assurer l'accès égal des partis politiques, des associations et des particuliers aux moyens de communication et d'information. Une presse privée importante et active était présente principalement à Kinshasa, mais avec une certaine représentation dans tout le pays, et le gouvernement a autorisé la parution d'un grand nombre de

quotidiens. La radio est restée le moyen de diffusion de l'information publique le plus important en raison du faible degré d'alphabétisation et du coût relativement élevé des journaux et de la télévision. L'État était propriétaire de trois stations de radio et de trois chaînes de télévision, et la famille du président possédait aussi deux chaînes de télévision. La majorité des médias appartenaient à des responsables gouvernementaux, à des politiciens et, dans une moindre mesure, à des dirigeants religieux ou étaient gérés par eux.

Les journaux étaient tenus de verser une seule fois à l'État un droit de licence de 250 000 francs congolais (156 dollars des États-Unis) et de satisfaire à plusieurs exigences administratives pour être autorisés à publier. Les médias de radiodiffusion étaient également tenus de payer une taxe de publicité à la Direction générale des recettes administratives et domaniales. De nombreux journalistes manquaient de formation professionnelle, étaient peu rémunérés ou ne touchaient pas de salaire fixe, n'avaient pas accès aux informations gouvernementales et pratiquaient l'autocensure par crainte de harcèlement, d'intimidation ou d'arrestation.

En novembre, l'ONG locale Journaliste en danger (JED) a signalé 121 attaques contre les médias durant la période de novembre 2017 à octobre et attribué 77 % de ces attaques à des agents de l'État, dont près de la moitié aux forces de sécurité de l'État. Selon JED, le nombre d'attaques contre les médias n'avait pas changé par rapport à 2017. JED a signalé 53 cas d'arrestation de journalistes, 15 d'entre eux étant restés en détention au-delà de la durée limite de 48 heures sans avoir été mis en accusation. En septembre, le tribunal de district de Kinshasa a jugé le rédacteur du journal satirique *Le Grognon* Tharcisse Zongia coupable d'imputations dommageables pour avoir accusé Barthélemy Okito, secrétaire général au ministère des Sports, de détourner des fonds publics destinés à l'équipe nationale de football. M. Zongia a été condamné par contumace à un an de prison.

Violence et harcèlement : Les journalistes locaux étaient exposés à l'intimidation et aux violences de la part des forces de sécurité de l'État. Le 6 juillet, Gaël Mpyoyo, correspondant d'Africanews à Bukavu, est entré dans la clandestinité avec sa famille après avoir reçu de multiples menaces de mort pour avoir diffusé un film documentaire sur l'expulsion par la force d'habitants de la localité Mbobero d'un terrain appartenant au président Kabila.

Parmi les 121 cas de violations de la liberté de la presse documentés par JED figuraient la détention ou l'arrestation de 53 journalistes, 30 cas de menaces ou d'attaques visant des journalistes et 21 cas où les autorités avaient fait entrave à la

libre circulation de l'information. D'autres incidents signalés consistaient en des efforts visant à exercer sur les journalistes des pressions administratives, judiciaires ou économiques. À la fin de l'année, les autorités n'avaient imposé de sanctions à aucun des auteurs des violations et n'en avaient mis aucun en accusation.

Censure ou restrictions concernant le contenu : Bien que le CSAC soit la seule institution à laquelle la loi confère l'autorité de limiter les émissions, ce pouvoir a également été exercé par le gouvernement, notamment par les forces de sécurité de l'État et les administrateurs provinciaux. Certains attachés de presse d'organismes gouvernementaux seraient intervenus pour censurer des articles d'information parus dans des publications privées. L'autocensure était pratiquée de plus en plus par les médias privés, motivés par la crainte d'interdictions éventuelles et par la perspective d'une fermeture imposée par les autorités, comme cela avait été le cas précédemment pour quelques grands médias favorables à l'opposition.

Des représentants de médias ont signalé avoir subi des pressions des pouvoirs publics les incitant à ne pas couvrir les événements organisés par l'opposition ou à ne pas publier de nouvelles sur des dirigeants de l'opposition.

Lois sur la diffamation et la calomnie : Les autorités nationales et provinciales ont invoqué les lois pénales sur la diffamation pour intimider et punir les personnes qui critiquaient le gouvernement. Par exemple, au cours de l'année, le gouverneur du Kasai-Oriental Alphonse Ngoyi Kasanji a accusé le téléjournaliste Eliezer Ntambwe de diffamation pour les propos que celui-ci avait tenu lors d'une interview selon lesquels le gouverneur aurait volé un diamant de 35 carats. M. Ntambwe a été arrêté le 2 avril mais relâché le 11 avril après que le gouverneur eut retiré son accusation.

Sûreté nationale : Les autorités nationales ont eu recours à une loi interdisant à quiconque d'émettre des accusations diffamatoires à l'encontre des forces armées pour limiter la liberté de parole.

Impact non gouvernemental : Des groupes rebelles et des milices et leurs organes politiques ont régulièrement limité la liberté de la presse dans leurs zones d'activité.

Liberté d'accès à internet

Des entrepreneurs privés ont proposé l'accès à internet à des prix modérés dans des cybercafés dans les grandes villes du pays. Les téléphones portables à fonctions de

transmission de données étaient un moyen d'accès à internet de plus en plus prisé. Selon l'Union internationale des télécommunications, 8,6 % des habitants de la RDC utilisaient internet en 2017.

Selon Freedom House, les pouvoirs publics auraient perturbé l'accès aux nouvelles pour prévenir la publication de rapports critiques du gouvernement et de personnalités gouvernementales.

Le 30 décembre 2017, veille du jour où étaient prévues des manifestations appelant le président Kabila à démissionner, le ministre des Postes et des Télécommunications Emery Okundi Ndjovu a donné ordre aux prestataires de services internet et aux compagnies de téléphonie cellulaire de « suspendre » le service de SMS et d'internet dans tout le pays, « pour des raisons de sécurité de l'État ». L'accès à internet a été rétabli le 1er janvier. Les autorités ont coupé la quasi-totalité du service internet du 21 au 24 janvier durant les manifestations organisées par l'Église, appelant le gouvernement à tenir des élections et à appliquer l'Accord de décembre 2016. Elles ont coupé le service internet une fois encore le 25 février, lors d'autres manifestations, ainsi que le 31 décembre, le lendemain de la tenue des élections dans tout le pays. Internet était toujours bloqué à la fin de l'année. Les autorités ont continué de se réserver le droit de procéder à des coupures d'internet, en invoquant une loi de 2002 qui confère aux responsables gouvernementaux le pouvoir de couper les communications et de mener une surveillance intrusive. En outre, le Code pénal de 1940 et la loi sur la liberté de la presse de 1996 ont été utilisés pour limiter la liberté d'expression.

Liberté de l'enseignement et manifestations culturelles

Il n'a pas été fait état de restrictions imposées par le gouvernement à la liberté de l'enseignement ou aux manifestations culturelles.

b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

Liberté de réunion pacifique

La Constitution garantit la liberté de réunion pacifique, mais le gouvernement a fréquemment restreint ce droit et empêché les personnes critiques à son égard de l'exercer. La loi exige que les organisateurs d'événements publics informent les autorités locales avant l'événement. Les pouvoirs publics ont rappelé la nécessité d'obtention d'une autorisation préalable et ont régulièrement refusé d'accorder cette autorisation pour des rassemblements ou des manifestations publiques

organisés par des partis de l'opposition ou des groupes de la société civile critiques du gouvernement. Ils ont toutefois autorisé les manifestations et les réunions organisées par des groupes et des partis politiques favorables au gouvernement. Au cours de l'année, les forces de sécurité de l'État ont battu, détenu ou arrêté des participants à des manifestations, marches et rassemblements. Les forces de sécurité de l'État ont également fait usage de gaz lacrymogènes, de balles en caoutchouc et parfois de munitions réelles, ce qui a fait de nombreux morts et blessés parmi les civils.

Selon la MONUSCO, de janvier à la fin août, il s'est produit 633 violations des principes démocratiques. Parmi ces violations figuraient des restrictions à la liberté de réunion, au droit à la liberté et à la sécurité des personnes, et au droit à la liberté d'opinion et d'expression.

Le 19 mars, un rapport commun du BCNUDH et du HCDH pour 2017 a déclaré que les forces de sécurité de l'État avaient eu recours à une force illicite, systématique et disproportionnée contre des manifestants, ayant fait 47 morts et plusieurs centaines de blessés au sein de la population civile au cours des manifestations. Le rapport soulignait l'illégalité de l'interdiction par le gouvernement des manifestations publiques et accusait la 11^e brigade de réaction rapide des FARDC et la Garde républicaine de graves violations des droits de l'homme pour avoir tiré à balles réelles sans discernement contre des civils en août 2017, après l'attaque de forces de police et de civils par des membres du groupe armé séparatiste *Bundu dia Kongo* à Kinshasa. Le rapport citait également des cas de menaces et d'intimidation à l'encontre de manifestants de la part de responsables gouvernementaux et exposait des cas spécifiques d'attaques et de restrictions contre le personnel du BCNUDH. Le rapport confirmait que les manifestations de décembre 2017 avaient fait au moins neuf morts et 98 blessés et avaient donné lieu à 185 arrestations arbitraires. Pour les manifestations du 21 janvier, le rapport faisait état d'au moins sept morts, 67 blessés et au moins 121 personnes arrêtées arbitrairement, dont quatre enfants. Le rapport soulignait également le fait que les membres des forces de sécurité étaient rarement tenus responsables, voire ne l'étaient jamais, de l'usage d'une force disproportionnée durant les manifestations. Il notait que les Nations Unies n'avaient connaissance que de quelques cas dans lesquels des membres des forces de sécurité avaient eu à répondre de leurs actes, y inclus le cas d'un policier qui avait été condamné à trois ans de prison à Bukavu en raison de ses actions lors d'une manifestation ayant eu lieu en juillet 2017.

En mars, des représentants du gouvernement et de la société civile ont publié un rapport d'enquêtes sur les abus liés aux manifestations de décembre 2017, du 21 janvier et du 25 février, enquêtes selon lesquelles il y aurait eu 14 morts, 65 blessés et 40 personnes arrêtées, détenues et, dans certains cas, torturées.

À Kinshasa, les partis de l'opposition ont été régulièrement autorisés à tenir des rassemblements politiques. Le 24 avril, l'UDPS, parti de l'opposition, a organisé un rassemblement dans la capitale. Le 29 septembre, des partis de l'opposition y ont tenu un rassemblement, mais des rapports et des photographies ont montré que les autorités cherchaient à décourager la participation à l'événement en arrêtant les transports publics, en augmentant le prix du carburant et en déversant des ordures à proximité du lieu du rassemblement.

Le gouvernement, qui doit simplement être informé de la tenue de manifestations non violentes et auquel n'est pas conféré le pouvoir de les autoriser, a systématiquement interdit de telles manifestations dans le pays, notamment à Lubumbashi, à Kananga et à Goma. Le 13 octobre, à Lubumbashi, des responsables du gouvernement et des forces de sécurité de l'État se sont opposés à l'organisation d'un rassemblement par des dirigeants de l'opposition qui avait pour objet de souligner leurs préoccupations concernant le processus électoral. Les forces de sécurité de l'État ont empêché les dirigeants de l'opposition d'accéder à une résidence d'un dirigeant du rassemblement et ont tiré en l'air à balles réelles alors que les membres de l'opposition tentaient de rejoindre le lieu de rassemblement prévu. Le BCNUDH a enregistré 16 décès liés aux élections survenus du 21 novembre au 30 décembre, jour du scrutin, à savoir trois décès à Lubumbashi le 11 décembre, un décès au Tanganyika le 12 décembre, un décès à Mbuji-Mayi le 13 décembre, un décès à Kisangani le 14 décembre, un décès à Tshikapa le 18 décembre, un décès à Lubumbashi le 19 décembre, six décès au Tanganyika le 27 décembre, un décès à Beni le 28 décembre et un décès au Sud-Kivu le jour des élections, le 30 décembre.

Liberté d'association

La Constitution prévoit la liberté d'association et, dans l'ensemble, les autorités ont généralement respecté ce droit. Les organisations de la société civile et les ONG sont tenues de s'inscrire auprès du gouvernement et ne peuvent recevoir des fonds que par la voie de dons ; elles ne sont pas autorisées à générer des revenus, même par des activités à but non lucratif. Le processus d'inscription est laborieux et très lent. Certains groupes, en particulier au sein de la communauté LGBTI, ont signalé que le gouvernement avait rejeté leur demande d'inscription.

Au cours d'un dialogue interactif avec la société civile, en mars 2016, à Kinshasa, le ministre de la Justice et des Droits humains a noté que seules 63 des plus de 21 000 ONG présentes dans le pays étaient officiellement enregistrées. De nombreuses ONG ont signalé que, même en se conformant strictement au processus d'enregistrement, il fallait souvent plusieurs années avant d'obtenir l'homologation officielle. Beaucoup ont vu dans ces difficultés d'enregistrement un obstacle intentionnel des pouvoirs publics visant à freiner l'activité des ONG.

c. Liberté de religion

Veillez consulter le *Rapport sur la liberté de religion dans le monde* du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/religiousfreedomreport/.

d. Liberté de circulation

La loi autorise la libre circulation à l'intérieur du pays, les voyages à l'étranger, l'émigration et le rapatriement. Le gouvernement a parfois restreint ces droits.

Le gouvernement a coopéré à l'occasion avec le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires pour fournir protection et assistance aux PDIP, aux réfugiés, aux réfugiés de retour au pays, aux demandeurs d'asile, aux apatrides et à d'autres personnes en situation préocupante. En août et en septembre, les autorités ont fermé de force trois camps de PDIP dans la province du Tanganyika malgré les préoccupations exprimées à de multiples reprises par les organismes humanitaires.

En 2016, la délégation de la RDC a été l'une de plusieurs délégations de pays africains, du HCR et de l'Union africaine à parvenir, après sept ans de négociations, à un accord sur les mesures à appliquer pour mettre un terme à la situation problématique persistante des réfugiés du Rwanda d'ici à la fin 2017. De janvier à août, plus de 2 460 Rwandais présents dans le pays ont été volontairement rapatriés. Au 31 juillet, le HCR estimait qu'il y avait 217 766 réfugiés rwandais dans le pays.

En août, le gouvernement aurait pris des mesures pour empêcher Moïse Katumbi, dirigeant de l'opposition, de revenir dans le pays et de poser sa candidature à la présidence de la République. Le gouvernement aurait refusé d'accorder l'autorisation d'atterrissage à son avion privé puis aurait fermé la frontière terrestre

avec la Zambie pour l'empêcher d'entrer dans le pays par la route. Le gouvernement a nié ces allégations.

En novembre 2017, la Direction générale de migration a confisqué le passeport du secrétaire général de l'UDPS, parti d'opposition, Jean-Marc Kabund, à l'aéroport de Kinshasa et l'ont empêché de sortir du pays. Au 22 septembre, M. Kabund n'avait toujours pas de passeport ; en revanche, Georges Kapiamba, avocat de défense des droits de l'homme, avait reçu son passeport en mars après que celui-ci lui eut été confisqué de manière semblable en novembre 2017.

Maltraitance des migrants, des réfugiés et des apatrides : Les conflits qui se poursuivent dans les provinces du Nord-Kivu, de l'Ituri et du Tanganyika ont eu des conséquences néfastes pour les réfugiés et les PDIP présents dans ces régions, les attaques s'étant souvent soldées par des décès et d'autres déplacements de population. En août, les autorités ont fermé de force trois camps de PDIP dans la province du Tanganyika, déplaçant ainsi de nouveau quelque 24 000 PDIP, et a interdit l'accès aux sites à la communauté humanitaire pendant et après leur fermeture. Les conflits armés ont parfois exacerbé les tensions ethniques et accru les affrontements entre les communautés et les groupes déplacés.

Déplacements à l'intérieur du pays : Les forces de sécurité de l'État ainsi que les milices et les groupes rebelles ont établi des barrages et des points de contrôle sur des routes, dans des aéroports et sur des marchés, ostensiblement pour des raisons de sécurité ; ils ont couramment harcelé des civils et leur ont extorqué de l'argent pour de prétendues infractions, les gardant parfois en détention jusqu'à ce qu'ils aient reçu un paiement de part des civils ou de leur famille. Les autorités ont contraint les voyageurs à se soumettre à des procédures de contrôle alors qu'ils se déplaçaient à l'intérieur du territoire, dans les aéroports, les ports et à l'entrée ou à la sortie des villes.

Les autorités locales ont continué à percevoir des taxes et redevances illégales imposées à des bateaux voyageant sur de nombreux tronçons du fleuve Congo. De multiples rapports ont également fait état d'extorsion d'argent par des soldats des FARDC et des membres de milices et de groupes rebelles à des personnes apportant des marchandises au marché ou se déplaçant d'une ville à l'autre (voir la section 1.g.).

Les forces de sécurité de l'État ont parfois exigé des voyageurs qu'ils présentent un ordre de voyage délivré par un employeur ou un fonctionnaire, bien que la loi ne le

requière pas. Elles ont souvent détenu des voyageurs qui se déplaçaient sans ordre de voyage et leur ont parfois extorqué des pots-de-vin.

Voyages à l'étranger : Du fait de carences des systèmes administratifs, la délivrance de passeports était irrégulière. À partir de janvier, seul les passeports de la RDC intégralement biométriques étaient reconnus. Les fonctionnaires acceptaient des pots-de-vin pour accélérer la délivrance des passeports et il a été signalé d'amples variations du prix des nouveaux passeports intégralement biométriques. Des rapports crédibles ont également indiqué que les autorités refusaient de délivrer des passeports aux militants de la société civile et aux membres de l'opposition critique du gouvernement. Le 25 septembre, le directeur de l'ACAJ Georges Kapiamba indiqué qu'il avait pu voyager après la confiscation de son passeport en 2017.

Personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDIP)

En novembre, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a signalé qu'il y avait 1,37 million de PDIP dans le pays, soit une réduction de 3 millions par rapport à l'année précédente. Cette réduction du chiffre était due à un accord conclu entre l'OCHA et le gouvernement modifiant la définition des PDIP. Selon la nouvelle formule, les personnes déplacées plus de 12 mois n'étaient plus dénombrées comme des PDIP. Les pouvoirs publics n'ont pas été en mesure de protéger ou d'aider suffisamment les PDIP mais, de manière générale, ils ont autorisé les organisations humanitaires nationales et internationales à le faire. Le HCR et d'autres organisations humanitaires internationales se sont efforcés de fermer les sites d'accueil de PDIP lorsque la situation de sécurité était relativement stable.

Les conflits, l'insécurité, les insuffisances de l'infrastructure et un changement de politique gouvernementale ont freiné les efforts d'apport d'aide humanitaire aux PDIP. D'août à septembre, les autorités ont fermé de force trois camps de PDIP dans la province du Tanganyika, déplaçant ainsi quelque 24 000 personnes. Les déplacements de population se sont poursuivis tout au long de l'année, en particulier dans l'est du pays. L'insécurité a continué de régner dans de nombreuses régions, notamment dans le territoire de Beni au Nord-Kivu, dans la province d'Ituri, dans le territoire de Fizi au Sud-Kivu et dans la province du Tanganyika. Du fait des violences intercommunautaires et des combats entre groupes armés dans l'est du pays, les déplacements de population se sont poursuivis et les besoins humanitaires des PDIP et des communautés d'accueil se sont accrus.

En raison de l'éloignement et de l'isolement de la région des Kasais, l'accès de l'aide humanitaire était difficile et les PDIP vivaient dans des conditions difficiles, sans abri ni protection appropriés. Les femmes et les filles étaient particulièrement vulnérables aux violences sexuelles, y inclus au viol collectif. En octobre et en novembre, une politique du gouvernement angolais a provoqué le retour de près de 400 000 Congolais dans les provinces du Kongo-Central, du Kwango, du Kasai-Central, du Kasai-Oriental et du Lualaba. Parmi les personnes de retour au pays se trouvaient plus de 2 000 réfugiés congolais refoulés, dont la plupart avaient l'intention de rester en RDC.

Des combattants ainsi que d'autres civils ont infligé aux PDIP de mauvais traitements consistant en des homicides, l'exploitation sexuelle (y inclus le viol) de femmes et d'enfants, des enlèvements, la conscription forcée, le pillage, la perception d'impôts illégaux et le harcèlement général.

Selon le HCR, plus d'un million de PDIP sont rentrées dans leur région d'origine en 2017 : 491 000 au Kasai-Central, 270 000 au Nord-Kivu, 154 000 au Tanganyika, 121 000 au Lomami et autant au Sud-Kivu, et 45 000 au Maniema et autant en Ituri. Le HCR a signalé que dans les provinces du Kasai, plus d'un million de PDIP avaient commencé à réintégrer leurs foyers en 2017, mais que l'insécurité et les exactions des forces de sécurité de l'État ainsi que des milices et des groupes rebelles qui se poursuivaient, de même que la destruction complète des maisons freinaient les retours. Selon le HCR, la plupart des personnes de retour dans leur région d'origine vivaient dans des conditions extrêmement précaires.

Protection des réfugiés

Selon un rapport du HCR, au 31 août il y avait dans le pays 536 271 réfugiés venus de sept pays adjacents, dont environ 218 000 du Rwanda.

Droit d'asile : La loi prévoit l'octroi du droit d'asile ou du statut de réfugié et le gouvernement a mis en place un régime rudimentaire de protection des réfugiés. Ce régime accordait le statut de réfugié et l'asile et protégeaient les réfugiés contre l'expulsion ou le retour dans un pays où leur vie ou leur liberté pourrait être mise en danger en raison de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un groupe social particulier ou de leur opinion politique.

Au 31 août, il y avait 3 546 demandeurs d'asile dans le pays. Le gouvernement a coopéré avec le HCR et d'autres organisations humanitaires pour aider les réfugiés

et les demandeurs d'asile et pour répondre à leurs besoins en matière de bien-être et de sécurité. Il a apporté son aide pour que les réfugiés retournent chez eux en toute sécurité et volontairement, en leur permettant de pénétrer sur le territoire national et en facilitant leur passage dans les services d'immigration. Lors de l'établissement de mécanismes de sécurité, les autorités gouvernementales n'ont pas traité les réfugiés différemment des ressortissants de la RDC.

Solutions durables : Du fait de l'application des clauses de cessation de la Convention de 1951 et de la Convention de l'Organisation de l'Unité africaine de 1969, les Angolais qui avaient fui la guerre civile dans leur pays (laquelle a pris fin en 2002) ont cessé d'être des réfugiés en 2012. En 2014, le HCR a lancé la phase finale de l'aide au rapatriement volontaire des anciens réfugiés angolais. De janvier à septembre 2015, 3 916 Angolais sont rentrés en Angola et 21 290 autres, se trouvant à Kinshasa, au Kongo-Central et au Haut-Katanga, attendaient d'en faire autant. Le HCR a aidé 18 638 autres réfugiés angolais à présenter des demandes d'intégration locale en 2015, y inclus en prenant à charge les frais de leurs permis de séjour. Au mois de juin, il restait 494 réfugiés angolais dans le pays.

Le pays n'a pas invoqué la clause de cessation avec prise d'effet en 2013 pour les réfugiés rwandais qui avaient quitté leur pays avant la fin 1998. En 2016, le gouvernement a rejoint d'autres pays accueillant des réfugiés et le HCR et s'est engagé à son tour à faciliter le retour des Rwandais des pays où ils avaient trouvé l'asile jusqu'au 31 décembre. Pour mettre en application l'accord tripartite de 2014, la Commission nationale pour les réfugiés (CNR) et le HCR ont entrepris en 2016 le processus d'enregistrement biométrique des réfugiés rwandais. Les FDLR ont entravé ce processus au Nord-Kivu, où se trouvaient la plupart des réfugiés. Le HCR et la CNR ont suspendu l'enregistrement biométrique à la suite d'attaques des FDLR contre les équipes d'enregistrement appuyées par le HCR en février et en avril 2016, attaques durant lesquelles les équipes ont perdu toutes leurs données. Des initiatives mises en œuvre au cours de l'année ont permis d'enregistrer 42 000 réfugiés rwandais au Sud-Kivu. Le HCR a continué d'appuyer les rapatriements volontaires et, de janvier à avril, a aidé à rapatrier 1 347 réfugiés rwandais.

Protection temporaire : Les autorités ont fourni une protection temporaire à un nombre indéterminé de personnes qui ne répondaient peut-être pas aux critères de définition des réfugiés (voir la section 1.g.).

Section 3. Liberté de participer au processus politique

La Constitution accorde aux citoyens la capacité de choisir leur gouvernement au cours d'élections périodiques libres et équitables au scrutin secret et au suffrage universel et égal. Bien que la CENI ait organisé des élections au cours de l'année, plus d'un million de personnes ont été privées de leur droit électoral par la décision de la CENI de ne pas tenir d'élections dans les zones de Beni et de Butembo affectées par la maladie à virus Ebola dans l'est du pays, ostensiblement pour des raisons de santé publique et de sécurité. Les élections ont de même été annulées dans la ville de Yumbi, dans l'ouest, après des violences intercommunautaires qui ont tué près de 1 000 personnes du 16 au 18 décembre. Un nombre inconnu d'électeurs ont eux aussi été privés de leur droit électoral le jour du scrutin étant donné que la CENI n'avait pas de listes électorales exactes ou n'avait pas fait connaître l'adresse des bureaux de vote.

Élections et participation au processus politique

Élections récentes : Des élections présidentielle, législatives et provinciales ont eu lieu le 30 décembre mais ont fait l'objet de critiques généralisées en raison d'irrégularités et d'un manque de transparence. Les résultats n'avaient pas été annoncés à la fin de l'année.

Le gouvernement a déclaré avoir accrédité 270 000 observateurs nationaux mais a refusé l'accréditation à de nombreux observateurs électoraux internationaux et à des médias. Les observateurs ont signalé d'importantes irrégularités le jour du scrutin, en raison de retards dans l'ouverture de certains bureaux de vote, d'une confusion liée à l'utilisation de machines à voter électroniques, de l'adresse de certains bureaux de vote et de l'affichage des listes électorales.

Le 12 décembre, un incendie au dépôt de la CENI à Kinshasa aurait détruit quelque 8 000 machines à voter ainsi que d'autres matériels nécessaires à la tenue d'élections à Kinshasa. Le 20 décembre, la CENI a annoncé que les élections seraient repoussées de sept jours pour remplacer le matériel électoral détruit dans l'incendie. Le 26 décembre, la CENI a annulé la tenue des élections présidentielles à Beni et à Butembo, dans la province du Nord-Kivu, en invoquant les risques présentés par la maladie à virus Ebola et par l'insécurité, ainsi qu'à Yumbi, dans la province de Mai-Ndombe en raison de récentes violences intercommunautaires. La CENI a annoncé que les élections législatives et provinciales auraient lieu dans ces zones en mars 2019.

Des élections au poste de gouverneur ont eu lieu dans les provinces du Maniema et du Kwango en mars. Toutefois, la Cour suprême a annulé l'élection du Maniema et le vice-gouverneur a été nommé gouverneur par intérim.

Partis politiques et participation au processus politique : L'alliance politique du président sortant, Joseph Kabila, qui rassemblait son ancien parti (le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie), l'Alliance des forces démocratiques du Congo et d'autres partis, jouissait d'une représentation majoritaire au sein de l'exécutif, du parlement et des instances judiciaires, notamment à la Cour constitutionnelle et à la CENI. Les médias gérés par l'État, dont les chaînes de télévision et de radio, demeuraient la principale source d'information du public et du gouvernement (voir la section 2.a. Certains rapports ont fait état d'intimidation de membres de l'opposition par le gouvernement, qui a notamment refusé à des groupes d'opposition le droit de se réunir pacifiquement (voir la section 2.b.), limité les déplacements dans le pays et à l'étranger, et exercé une influence politique sur la distribution du contenu des médias. Le 19 décembre, le gouverneur de Kinshasa a interdit aux candidats à la présidence de mener des activités de campagne à Kinshasa, prétendument en raison de préoccupations en matière de sécurité. Cette interdiction a toutefois été largement considérée comme ayant des motivations politiques et visant à priver de soutien les candidats de l'opposition.

La loi reconnaît les partis de l'opposition auxquels elle confère des droits « sacrés » et impose des obligations. Les autorités gouvernementales et les forces de sécurité de l'État ont toutefois empêché les partis de l'opposition de tenir des réunions publiques, des rassemblements et des manifestations pacifiques. Elles ont également limité la liberté de circulation de dirigeants de l'opposition et arrêté arbitrairement des membres de partis de l'opposition. À divers moments au cours de l'année, notamment durant la campagne électorale, les forces de sécurité de l'État ont eu recours à la force pour empêcher la tenue d'événements organisés par l'opposition ou pour les perturber. Le 11 décembre, à Lubumbashi, des agents de la PNC ont fait usage de gaz lacrymogène et de tirs à munitions réelles pour disperser violemment un rassemblement de la campagne du candidat de l'opposition Martin Fayulu, ce qui a causé des décès. Le BCNUDH a enregistré 16 décès liés aux élections survenus entre le 21 novembre et le 30 décembre, jour du scrutin, à savoir trois décès à Lubumbashi le 11 décembre, un décès au Tanganyika le 12 décembre, un décès à Mbuji-Mayi le 13 décembre, un décès à Kisangani le 14 décembre, un décès à Tshikapa le 18 décembre, un décès à Lubumbashi le 19 décembre, six décès au Tanganyika le 27 décembre, un décès à Beni le 28 décembre et un décès au Sud-Kivu le jour des élections, le 30 décembre.

Le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, a continué d'empêcher le parti d'opposition UDPS de changer de représentant au sein de la CENI, en violation d'un accord de décembre 2016 entre le gouvernement et les partis de l'opposition.

Dans plusieurs districts, dits « chefferies », des chefs traditionnels exercent les fonctions d'administrateur local du gouvernement. Ils ne sont pas élus, mais sont choisis selon des coutumes tribales locales (généralement sur des bases familiales héréditaires) et s'ils sont approuvés, sont rémunérés par le gouvernement.

Participation de femmes et des minorités : Les femmes détenaient 9 % des sièges à l'Assemblée nationale (44 sur 500) et 6 % des sièges aux assemblées provinciales (43 sur 690). Cinq des 108 sénateurs étaient des femmes. Parmi les 59 vice-Premiers ministres, ministres, ministres d'État et vice-ministres, six étaient des femmes, soit une diminution par rapport au gouvernement formé précédemment en 2016 (de 11 % pour 68 postes à 10 % pour 59 postes). Certains observateurs pensent que des facteurs culturels et traditionnels empêchaient les femmes de participer à la vie politique autant que les hommes.

Certains groupes, dont des peuples autochtones, ont signalé n'être représentés ni au Sénat, ni à l'Assemblée nationale, ni aux assemblées provinciales. La discrimination à l'égard des groupes autochtones a persisté dans certaines régions, notamment dans les provinces de l'Équateur, du Kasai-Oriental et du Haut-Katanga, et a contribué à leur manque de participation politique (voir la section 5).

La loi électorale nationale interdit à certains groupes de voter lors des élections, notamment aux membres des forces armées et de la police nationale.

Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement

La loi prévoit des peines criminelles pour la corruption dans la fonction publique, mais elle n'a pas été appliquée avec rigueur et les fonctionnaires s'y sont livrés fréquemment en toute impunité.

Corruption : La corruption au sein de la fonction publique à tous les niveaux ainsi que dans les entreprises publiques a continué de coûter à l'État des centaines de millions de dollars par an. Des rapports d'ONG et de médias ont allégué au cours de l'année d'irrégularités dans le processus de gestion des marchés publics pour l'attribution de contrats en rapport avec le processus d'inscription des électeurs. Un

rapport de l'ONG *The Sentry* (La Sentinelle) a émis des allégations de corruption et d'enrichissement personnel de membres de la CENI par l'attribution sans appel à la concurrence d'un contrat d'une valeur de 150 millions de dollars des États-Unis pour la fourniture de machines à voter électroniques devant être utilisées lors des élections de décembre. L'État a subi des pertes de recettes supplémentaires du fait des rackets et de l'exploitation des minerais par des éléments des forces de sécurité de l'État, des FARDC et des milices et groupes rebelles dans l'est du pays. L'exploitation minière artisanale est resté pour la plupart informelle et illégale et fortement liée à des groupes armés et à des éléments des FARDC. Sa production, en particulier d'or, était passée en contrebande en Ouganda et au Rwanda, souvent de connivence avec des fonctionnaires de l'État. Selon les recherches de l'ONG International Peace Information Service, il était estimé qu'en 2017, 44 % des sites d'exploitation minière artisanaux de l'est du pays n'étaient pas soumis au contrôle ou à la taxation illicites des forces de sécurité de l'État ou des milices et groupes rebelles, que 38 % étaient sous le contrôle d'éléments des FARDC et que le reste était sous le contrôle de divers groupes armés. En 2014, les autorités avaient mis en place un mécanisme visant à normaliser dans toute la région des Grands Lacs les processus de gestion de la chaîne d'approvisionnement de la cassitérite (minerai d'étain), de la wolframite (minerai de tungstène) et du coltan (minerai de tantale) produits artisanalement, mécanisme qui a continué d'être appliqué. Le 12 juin, le gouvernement a lancé publiquement une initiative de traçabilité de l'or artisanal mais n'avait pas encore commencé à la mettre en application à la fin de l'année. Le Code minier de 2018 impose à tous les mineurs artisanaux d'être membres d'une coopérative minière et exige une accréditation pour transformer et transporter les produits miniers artisanaux et pour effectuer des transactions liées à ces produits.

En 2013, l'*Africa Progress Panel* de Kofi Annan estimait que le pays avait perdu 1,36 milliard de dollars des États-Unis entre 2010 et 2012 du fait de la sous-évaluation des ventes d'avoires miniers. En juillet, l'ONG *Global Witness* (Témoin mondial) a signalé que plus de 750 millions de dollars de paiements des sociétés minières au fisc et des sociétés minières d'État effectués entre 2013 et 2015 n'étaient jamais parvenus à l'administration nationale du Trésor. En novembre, le Centre Carter a signalé que 1,2 billion de francs congolais (750 millions de dollars des États-Unis) de recettes minières de l'entreprise paraétatique Gécamines réalisées de 2011 à 2014 n'avaient pas été comptabilisées. Ceci constituait plus des deux tiers des 1,75 billions de francs congolais (1,1 milliard de dollars des États-Unis) de recettes minières dégagées par la Gécamines au cours de cette période. L'analyse des contrats et des finances de la Gécamines réalisée par le Centre Carter a constaté que le gouvernement ne pouvait pas non plus rendre compte de plus

d'un demi-milliard de dollars de prêts d'infrastructure accordés par des banques chinoises. Le rapport documentait les moyens employés par les fonctionnaires de l'État pour contourner les dispositions du Code minier et les règlements régissant les entreprises paraétatiques pour détourner des recettes, et il faisait observer que les opérations financières suspectes semblaient coïncider avec les cycles électoraux du pays. Dans une déclaration publique faisant suite à la publication du rapport du Centre Carter, le directeur général de la Gécamines Albert Yuma a affirmé que toutes les recettes étaient comptabilisées et a nié les allégations.

Un rapport de l'UNGOE paru en juin a noté que des groupes armés et des réseaux criminels, dont des agents de sécurité de la RDC, continuaient de se procurer des revenus illégaux en se livrant à la contrebande d'or et à la perception d'impôts illicites. Selon l'UNGOE, une part importante de l'or faisant l'objet de transaction en Ouganda et au Rwanda provient frauduleusement de pays voisins, dont la RDC, avant d'être exporté à destination d'autres pays, dont les Émirats Arabes Unis. L'UNGOE avait signalé précédemment des cas d'implication d'éléments des FARDC et de milices et groupes rebelles dans l'exploitation et le commerce de l'or dans le pays, dont le major-général Gabriel Amisi Kumba, également surnommé « Tango Four ». Selon ce rapport, le major-général Amisi serait propriétaire de plusieurs dragues d'extraction de minerai d'or par l'entremise d'une mine d'or locale qui bénéficiait de la protection des FARDC. « Presque tout l'or d'origine artisanale en République démocratique du Congo est exporté illégalement et sous-estimé en valeur et en volume », avait indiqué le Groupe d'experts dans un rapport précédent. Le rapport de l'UNGOE paru en juin documentait également des cas de fraudes dans les processus de marquage et de transport de divers minéraux dans l'est et notait que, bien que certains projets soient en cours pour renforcer la capacité technique des autorités en matière de détection des fraudes dans le transport des minerais, l'UNGOE considérait que des mesures structurelles étaient également nécessaires pour s'attaquer au problème de la corruption parmi les agents responsables du marquage. En juin, l'UNGOE signalait plusieurs cas où des officiers des FARDC violaient le système de l'Initiative de traçabilité de la chaîne d'approvisionnement de l'étain en marquant les minerais de manière frauduleuse. Il constatait également que certains officiers des FARDC participaient à la contrebande et au transport illégal de minerais. En septembre, l'Association congolaise de lutte contre la corruption a allégué que des ressortissants congolais auraient expédié frauduleusement 30 millions de dollars (chiffre estimatif) d'or à destination de Hong Kong via le Kenya.

Selon un rapport de l'UNGOE paru en 2014, certains éléments des FARDC, des braconniers locaux et des groupes armés étaient toujours impliqués dans

l'exploitation illégale et le commerce de produits de la faune et de la flore sauvages, notamment de l'ivoire (voir la section 1.g.).

En janvier 2016, le gouvernement a lancé une initiative visant à stimuler l'économie qui comportait des mesures spécifiques de lutte contre l'évasion fiscale et d'application des peines dont sont passibles les fonctionnaires corrompus. En 2016, le Premier ministre a institué l'Observatoire de surveillance de la corruption et de l'éthique professionnelle (OSCEP) visant la corruption dans la fonction publique. L'organisme est chargé notamment de générer une base de données des activités liées à la corruption ainsi que de coordonner les activités de lutte contre la corruption entre les diverses entités gouvernementales, et notamment les brigades anti-fraude de l'Administration des douanes, le ministère des Mines, l'Inspection générale des finances, la CENAREF (cellule de renseignement sur le blanchiment de capitaux) et le Bureau du conseiller spécial du chef de l'État en matière de bonne gouvernance. Bien que la CENAREF ait mené certaines activités de lutte contre le blanchiment de capitaux, l'OSCEP est, quant à lui, resté en grande partie inactif.

Pour tenter de lutter contre la corruption, les autorités ont continué d'appliquer dans les grandes villes un programme de versement du salaire d'un grand nombre de fonctionnaires et de membres des forces de sécurité par virement direct, ce qui élimine une importante source de corruption. Le système précédemment utilisé était une formule de paiement en espèces en cascade, consistant à décaisser le montant des salaires à un fonctionnaire de haut niveau qui le reversait à ses subordonnés, lesquels, à leur tour, payaient leur personnel.

La loi criminalise le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Toutefois, la disponibilité réduite de ressources et la faiblesse de l'appareil judiciaire ont limité les capacités de la CENAREF à appliquer les dispositions visant à la répression du blanchiment de capitaux. En outre, les institutions locales et leur personnel n'avaient ni la formation ni les capacités nécessaires pour appliquer pleinement la loi et ses règlements. Luzolo Bambi, ancien ministre de la Justice, est l'envoyé spécial du président de la République chargé de la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent. Le 4 août, dans une lettre adressée au procureur de la République, M. Bambi a décrit les nouvelles conditions de sa « lutte contre l'impunité ». En juillet 2016, le président a émis une ordonnance conférant aux services de M. Bambi de vastes pouvoirs en matière d'arrestation. Ces pouvoirs ne se sont pas avérés efficaces, étant donné que le conseiller spécial ne disposait pas d'un personnel suffisant pour procéder aux arrestations et que ses interventions ont dû se limiter essentiellement à déférer les suspects au parquet.

Les autorités gouvernementales et certaines personnes fortunées ont parfois eu recours aux lois contre la diffamation qui imposent des sanctions pénales, ainsi qu'à d'autres méthodes d'intimidation, pour décourager les enquêtes des médias sur la corruption au sein du gouvernement (voir la section 2.a.).

Comme les années précédentes, une part importante du budget du pays adopté pour 2018 (environ 14 %) consistait en des affectations hors budget et à des comptes spéciaux qui n'étaient pas pleinement détaillés. Ces comptes facilitent la corruption en soustrayant à l'examen public certaines recettes et certains décaissements. En vertu des normes de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives de 2016, la RDC est tenu de révéler l'allocation des recettes et des dépenses des entreprises de ce secteur. Dans l'attente du commencement de la première validation du pays concernant le respect de ces normes, des évaluations préliminaires ont mis en évidence de graves faiblesses.

Déclaration de situation financière : La loi exige que le président de la République et les ministres déclarent leur patrimoine à une commission gouvernementale. Le président et tous les ministres et vice-ministres s'y seraient conformés lors de leur entrée en fonctions. Ces informations n'avaient pas encore été rendues publiques par la commission.

Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales portant sur des atteintes présumées aux droits de l'homme

Des éléments des forces de sécurité de l'État ont continué de tuer, de harceler, d'agresser, d'intimider et d'arrêter et de détenir arbitrairement des défenseurs nationaux des droits de l'homme et des travailleurs d'ONG nationales, en particulier lorsque les ONG publiaient des rapports sur les victimes des exactions commises par les forces de sécurité de l'État, soutenaient les victimes de ces exactions, ou publiaient des informations sur l'exploitation illicite des ressources naturelles dans l'est du pays. En 2016, le gouvernement a refusé de renouveler le permis de travail d'une chercheuse de Human Rights Watch et a révoqué le visa du directeur du Congo Research Group, Jason Stearns, officiellement pour des raisons « d'indésirabilité ». Au cours de l'année, le gouvernement a refusé d'émettre ou de renouveler les visas pour certains journalistes et chercheurs internationaux. Des représentants du ministère de la Justice et de l'ANR ont rencontré des représentants d'ONG nationales et ont parfois répondu à leurs questions.

Nations Unies et autres organismes internationaux : Le gouvernement a parfois coopéré avec des enquêtes des Nations Unies et d'autres entités internationales, mais ne l'a pas fait systématiquement. Il a, par exemple, refusé d'accorder aux Nations Unies le droit d'accéder à certains centres de détention, en particulier à des installations militaires telles que le quartier général du renseignement militaire, où des prisonniers politiques étaient souvent détenus. Au Kasai, le gouvernement et les forces de sécurité de l'État ont accordé à la MONUSCO des possibilités limitées de se rendre sur le site de charniers présumés, notamment sur un site situé sur le terrain d'une école de formation d'officiers des FARDC à Kananga, et ils ont opposé des obstacles à l'accès des Nations Unies aux personnes arrêtées en rapport avec le meurtre de deux experts de l'ONU, Michael Sharp et Zaïda Catalan. Le gouvernement a également empêché le BCNUDH d'accéder aux morgues, aux hôpitaux et aux lieux de détentions lors des manifestations de janvier et de février à Kinshasa.

En mars 2017, deux experts des Nations Unies, Michael Sharp et Zaïda Catalan, ont été tués dans la province du Kasai-Central. Des images vidéo capturées sur un téléphone cellulaire montrent les deux experts tués par balles et Zaïda Catalan décapitée ensuite par un groupe de miliciens. Le Groupe d'experts des Nations Unies a qualifié les faits d'assassinat commis « dans le cadre d'un guet-apens prémédité dans des circonstances encore non élucidées » et a déclaré qu'il s'agissait là « d'une attaque délibérée contre le Conseil de sécurité des Nations Unies, ce qui est une grave violation du droit humanitaire international ». Les autorités ont accusé des membres de la milice Kamuina Nsapu d'avoir tué les experts et, en juin, un procès s'est ouvert à Kananga, visant 18 inculpés, dont 14, y inclus plusieurs personnes visibles dans la vidéo, étaient toujours en liberté. Le procès, suspendu en octobre 2017, a repris en août. Le 6 décembre, un colonel des services de renseignement de la RDC, l'un des quatre responsables gouvernementaux impliqué dans l'affaire, a été arrêté. Dans son rapport annuel de 2017, le Groupe d'experts des Nations Unies a noté que les éléments de preuve qu'il avait examinés « ne permettent pas encore au Groupe de déterminer les responsables du meurtre ». Toutefois, à la lumière des informations disponibles, on ne saurait exclure l'implication de différents acteurs (favorables ou non au gouvernement), les factions Kamuina Nsapu, d'autres groupes armés et les membres des services de sécurité de l'État. En mai, des médias ont signalé que les Nations Unies avaient déclaré que le gouvernement « freinait » les investigations.

Organismes publics de défense des droits de l'homme : Au cours de l'année, la Commission nationale des droits de l'homme a réalisé certains progrès et a publié des rapports sur les violences commises dans le territoire de Beni lors des

manifestations de décembre 2017, de janvier et de février, ainsi que sur le phénomène Kamuina Nsapu dans les Kasais. Elle a également visité des centres de détentions, assuré un suivi de plaintes relatives aux atteintes aux droits de l'homme déposées par des civils, et tenu une réunion sur le droit de manifester. Elle ne disposait toutefois toujours pas de fonds suffisants pour faire face à ses frais généraux ou pour être représentée dans les 26 provinces du pays.

Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes

Condition féminine

Viol et violences familiales/conjugales : La loi relative aux violences sexuelles criminalise le viol, qui était commun dans le pays, mais ce crime était sous-déclaré par les victimes et la loi n'a pas toujours été appliquée. Le viol était un phénomène commun. La loi n'inclut pas le viol conjugal dans sa définition du viol. Elle interdit également les règlements non judiciaires (tels que le versement d'une amende coutumière par l'auteur des faits à la famille de la victime) et les mariages forcés, permet aux victimes de violence sexuelle de ne pas comparaître devant le tribunal et autorise les audiences à huis clos pour des raisons de confidentialité. La peine minimale prévue pour le viol est fixée à cinq ans de prison, et les tribunaux ont régulièrement imposé une telle peine aux personnes reconnues coupables de ce crime.

Le BCNUDH a signalé que de janvier à août, au moins 893 femmes et filles avaient été victimes de violences sexuelles et sexistes. Il a noté que les auteurs des faits étaient principalement des groupes armés, suivis par les FARDC, les forces de police et les agents de renseignement. Le BCNUDH a déclaré que les milices et les groupes rebelles, dont les Raia Mutomboki, avaient également ciblé des femmes et des filles au cours de l'année. Les Nations Unies ont signalé que du 15 au 19 avril, au moins 66 femmes et filles avaient été victimes de violences sexuelles, dont des viols et des viols collectifs, commises par des membres des Raia Mutomboki au Sud-Kivu, dans les villes de Keba, Wameli, Kamungini et Bimpanga. La mise en application du Code de la famille amendé adopté en 2016, notamment sa promulgation, n'avait pas encore commencé à la fin de l'année. Les Nations Unies ont signalé qu'au 19 novembre, les forces de sécurité de l'État avaient tué 143 femmes adultes et que les milices et groupes rebelles avaient tué 111 femmes et filles.

Les forces de sécurité de l'État, les milices et les groupes rebelles ainsi que des civils ont commis un grand nombre de violences sexuelles (voir la section 1.g.) Au

cours de l'année, les Nations Unies ont recensé des victimes adultes et 183 victimes enfants, dont un garçon, victimes des violences sexuelles commises dans le cadre des conflits. Ces crimes ont parfois été commis en tant que tactique de guerre pour punir les civils de leur allégeance perçue à des partis ou à des groupes rivaux. Les crimes ont eu lieu essentiellement dans les zones de conflit des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, mais également dans tout le pays. L'Enquête démographique et de santé de 2013-2014 a conclu qu'à l'échelle nationale, plus d'une femme sur quatre (27 %) avait subi des violences sexuelles à un moment de son existence, alors que cette proportion était de 22 % en 2007.

Certains viols et d'autres types de violences sexuelles ont donné lieu à des poursuites en justice. Le 26 juillet, la Haute Cour militaire de Bukavu a maintenu la condamnation prononcée en décembre 2017 de Frédéric Batumike, député au parlement provincial du Sud-Kivu, et de 10 autres personnes, accusés de meurtre et de crimes contre l'humanité pour le viol de 37 fillettes âgées de 18 mois à 12 ans. Le même tribunal a aussi jugé coupable le colonel Bedi Mobuli (alias Colonel 106) et crimes contre l'humanité, y inclus de viol, esclavage sexuel, pillage et traitements cruels, inhumains et dégradants, et l'a condamné à la prison à perpétuité.

La plupart des victimes de viol se sont abstenues d'engager des poursuites en justice en raison d'un manque de ressources, d'un manque de confiance dans l'appareil judiciaire, de pressions familiales, et de la crainte de s'exposer à l'humiliation et/ou à des représailles.

La loi ne prévoit pas de peines spécifiques en cas de violences familiales malgré la prévalence de ces dernières. Bien que la loi considère les agressions comme un crime, la police est rarement intervenue dans les situations perçues comme étant des disputes familiales. Il n'a pas été fait état de procédures engagées par les autorités judiciaires dans des cas de violence familiale ou conjugale.

Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) : La loi décrit les MGF/E comme une forme de violence sexuelle et prévoit pour les coupables une peine de deux à cinq ans de prison et des amendes pouvant aller jusqu'à 200 000 francs congolais (125 dollars des États-Unis) ; en cas de décès suite à des MGF/E, la peine prévue est l'emprisonnement à perpétuité.

Pour de plus amples informations, voir l'Appendice C.

Autres pratiques traditionnelles néfastes : L'UNICEF et la MONUSCO ont attribué certains cas de maltraitance d'enfants, y inclus les mutilations d'enfants et l'emploi d'enfants dans les combats dans les Kasaï, à des pratiques traditionnelles et religieuses néfastes. Les Nations Unies ont signalé que les milices Kamuina Nsapu plaçaient souvent des enfants, en particulier des filles, sur la ligne de front en raison de la croyance selon laquelle ils possédaient des pouvoirs qui les protégeaient, eux et les autres combattants. Il a été signalé, par exemple, que les milices Kamuina Nsapu croyaient souvent que les filles pouvaient attraper les balles tirées vers elles et les relancer vers les attaquants. Certains rapports ont aussi indiqué que ces milices lacéraient l'abdomen des enfants dans le cadre d'un rituel initiatique pour voir s'ils survivraient et si leurs blessures guériraient.

Harcèlement sexuel : Des cas de harcèlement sexuel se sont produits dans tout le pays. Une loi adoptée en 2006 interdit le harcèlement sexuel et prévoit une peine minimum d'un an de prison pour les coupables, mais elle était peu appliquée ou ne l'était pas de manière efficace.

Pressions en matière de contrôle démographique : Il n'a pas été fait état d'avortements ou de stérilisations forcés. Les estimations sur les taux de mortalité maternelle et de prévalence des contraceptifs sont consultables à l'Appendice C.

Discrimination : La Constitution interdit la discrimination fondée sur le sexe, mais la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes. Une loi de 2015 sur la parité entre les sexes offre aux femmes plusieurs protections. Elle permet aux femmes de mener des activités économiques sans l'approbation d'un parent masculin, prévoit l'offre de soins de maternité, interdit les inégalités liées à la dot et stipule l'imposition d'amendes et autres sanctions à l'encontre des personnes coupables de discrimination ou qui se livrent à des abus sexistes. Les femmes ont néanmoins été en butte à une discrimination économique.

Selon l'UNICEF, de nombreuses veuves ont été dans l'incapacité d'hériter des biens de leur époux défunt parce qu'en l'absence de testament, la loi accorde la priorité en matière d'héritage du patrimoine aux enfants du mari, même nés hors mariage (à condition qu'ils aient été reconnus par le père), plutôt qu'à la veuve. Les femmes reconnues coupables d'adultère sont passibles d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à un an, alors que l'adultère du mari ne peut être réprimé que s'il revêt « un caractère injurieux ».

Enfants

Enregistrement des naissances : Selon la loi, la nationalité s'obtient par la naissance dans le pays ou est transmise par l'un ou l'autre parent sous réserve que celui-ci appartienne à un groupe ethnique dont il est documenté qu'il était présent dans le pays en 1960. Les autorités ont enregistré 25 % des naissances survenues dans un établissement de santé quelconque. L'absence d'inscription à l'état civil faisait rarement obstacle à l'accès aux services publics. Pour de plus amples informations, voir l'Appendice C.

Éducation : Selon la Constitution, l'éducation primaire est gratuite et obligatoire ; dans la pratique, toutefois, elle n'était ni obligatoire ni gratuite et le gouvernement ne l'a mise à disposition de la population que de manière variable dans les différentes provinces. Les établissements d'enseignement public s'attendaient généralement à ce que les parents contribuent aux salaires des enseignants. Du fait de ces dépenses, conjuguées à la perte potentielle des revenus que procurerait le travail de leurs enfants pendant les heures où ils seraient en classe, de nombreux parents n'ont pas pu ou n'ont pas voulu scolariser ceux-ci.

Les taux de fréquentation dans l'enseignement primaire et secondaire étaient inférieurs pour les filles, et ce pour des raisons financières, culturelles ou de sécurité, notamment du fait du mariage et des grossesses précoces. En outre, les enfants n'étaient pas particulièrement en sécurité en milieu scolaire. Les enseignants infligeaient des châtiments corporels à un enfant sur quatre et exerçaient des pressions sur une fille sur cinq en lui proposant de meilleures notes en échange de faveurs sexuelles.

Un grand nombre des établissements scolaires de l'est du pays étaient délabrés et avaient été fermés en raison de l'insécurité chronique. D'autres servaient de logement à des PDIP. Dans certaines zones, les parents ont empêché leurs enfants d'aller en classe par crainte que les milices et les groupes rebelles ne les recrutent de force.

Les établissements d'enseignement ont parfois été la cible d'attaques, tant par les FARDC que par des milices et groupes rebelles. Le BCNUDH a documenté 153 attaques visant de tels établissements, dont 118 dans la province d'Ituri, commises en majorité dans le contexte de conflits interethniques.

Maltraitance d'enfants : Bien que la loi interdise toutes les formes de maltraitance des enfants, ce phénomène était courant.

La Constitution interdit l'abandon des enfants pour sorcellerie présumée ; néanmoins, des parents ou d'autres personnes ayant la garde d'enfants ont parfois abandonné ou maltraité ceux-ci en invoquant fréquemment pour motifs de leurs actes la sorcellerie. La loi prévoit une peine d'emprisonnement pour les parents et autres adultes coupables d'avoir accusé des enfants de sorcellerie, mais les autorités ne l'ont pas appliquée.

De nombreuses églises ont pratiqué l'exorcisme sur des enfants accusés de sorcellerie, avec isolement, coups et flagellation, jeûne et ingestion forcée de purgatifs. Selon l'UNICEF, les enfants en situation de handicap ou atteints de troubles de l'élocution étaient accusés dans certaines communautés d'être des sorciers, et ceci a quelquefois amené les parents à les abandonner.

De nombreux enfants ont subi des mauvais traitements aux mains de milices qui les recrutaient et croyaient qu'ils possédaient des pouvoirs magiques. Le groupe armé Bana Mura aurait été responsable d'enlèvement de femmes en âge de procréer et de leur réduction en esclavage pour qu'elles donnent naissance à des enfants qui seraient alors élevés au sein d'un autre groupe ethnique. Les Nations Unies ont signalé que des milices Kamuina Nsapu forçaient les enfants à subir un « baptême » consistant à leur infliger une coupure profonde à l'abdomen au moyen d'un couteau. Les enfants qui survivaient à ces blessures auraient alors été recrutés par la milice et employés en tant que combattants, souvent placés sur les lignes de front comme « gardiens de fétiches » en raison des pouvoirs qu'ils étaient censés posséder. Ces pratiques ont causé de nombreux décès d'enfants durant le conflit dans la région des Kasaïs en 2017.

Mariage précoce et mariage forcé : Bien que la loi interdise le mariage avant l'âge de 18 ans pour les garçons comme pour les filles, de nombreux mariages d'enfants ont eu lieu avant cet âge. Le paiement du prix de la fiancée (dot) par le mari ou par la famille du mari à la famille de l'épouse pour la ratification du mariage a considérablement contribué aux mariages avant l'âge prescrit par la loi, du fait que certains parents mariaient une fille contre sa volonté pour toucher une dot ou pour financer la dot d'un fils.

La Constitution criminalise le mariage forcé. Les parents coupables d'avoir contraint un enfant à se marier sont passibles d'un maximum de 12 ans de travaux forcés et d'une amende de 92 500 francs congolais (58 dollars des États-Unis). La peine est double lorsque l'enfant a moins de 15 ans. Pour de plus amples informations, voir l'Appendice C.

Exploitation sexuelle des enfants : L'âge minimum pour les rapports sexuels consensuels est de 18 ans pour les femmes et pour les hommes, et la loi interdit la prostitution de mineurs de moins de 18 ans. Le Code pénal interdit la pédopornographie, qui est passible de 10 à 20 ans de prison. La loi de protection de l'enfant de 2009 érige en infraction criminelle le trafic des enfants à des fins d'exploitation sexuelle, les coupables étant passibles de peines allant de 10 à 20 ans de prison et d'amendes de 800 000 à 1 million de francs congolais (500 à 625 dollars des États-Unis). De janvier à la fin juillet, l'UNICEF a porté secours à 2 694 enfants victimes d'exploitation sexuelle. Environ la moitié de ces enfants (1 076 filles et 37 garçons) ont bénéficié d'une intervention holistique comprenant des soins psychosociaux, des soins médicaux, une réintégration socioéconomique et une aide juridique. Selon certains rapports également, les enfants soldats, et en particulier les filles, étaient exposés à une exploitation sexuelle (voir la section 1.g.).

Il y a eu une augmentation du nombre de cas de violence sexuelle à l'égard d'enfants et de bébés à Kavumu, dans la province du Sud-Kivu (voir la section 6). Bien que la violence sexuelle ciblée à l'encontre d'enfants ait diminué à la suite d'arrestations et de poursuites judiciaires de certains membres des milices auteurs des faits, de nombreuses victimes ont continué d'être l'objet d'une stigmatisation au sein de leurs communautés.

Enfants soldats : Des groupes armés recrutaient des garçons et des filles (voir la section 1.g.).

Enfants déplacés : Selon le *Rapport d'évaluation rapide, d'analyse et de planification d'action* de 2007, le plus récent qui soit disponible, il y avait dans le pays 8,2 millions d'orphelins et autres enfants vulnérables (chiffre estimatif). Parmi eux, 91 % ne recevaient aucun appui extérieur de quelque sorte que ce soit et seuls 3 % recevaient des soins médicaux. On estimait à 30 000 à 40 000 le nombre d'enfants des rues, la plus forte concentration se trouvant à Kinshasa. Beaucoup de ces enfants avaient été chassés de chez eux par leurs parents qui les avaient accusés de pratiquer la sorcellerie et de porter malheur à la famille.

Depuis 2016, le conflit dans les Kasais a déplacé plus de 1,4 million de personnes, dont de nombreux enfants enlevés par des milices ou séparés de leur famille d'autre manière. Le gouvernement n'avait pas les moyens de s'occuper d'un tel nombre d'enfants sans abri. Les forces de sécurité de l'État ont maltraité et arrêté arbitrairement des enfants des rues.

Enlèvements internationaux d'enfants : La République démocratique du Congo n'est pas partie à la Convention de la Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Veuillez consulter le rapport du département d'État intitulé *Annual Report on International Parental Child Abduction* (Rapport annuel sur les enlèvements parentaux internationaux d'enfants - disponible en anglais) à l'adresse suivante :

<https://travel.state.gov/content/childabduction/en/legal/compliance.html>.

Antisémitisme

La communauté juive du pays était très peu nombreuse et aucun acte antisémite n'a été signalé.

Traite des personnes

Veuillez consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

Personnes en situation de handicap

La Constitution interdit la discrimination envers les personnes en situation de handicap et prévoit pour elles des protections spécifiques du gouvernement. Elle déclare que toutes les personnes devraient avoir accès à l'éducation nationale. En outre, la loi précise que les entreprises privées, publiques et semi-publiques ne peuvent pas exercer de discrimination envers les candidats qualifiés sur la base de leurs handicaps. Le gouvernement n'a pas fait respecter ces dispositions de manière efficace et les personnes porteuses de handicaps ont souvent éprouvé des difficultés à trouver un emploi ou à bénéficier de services d'éducation et d'autres services publics.

La loi ne rend pas obligatoire l'accessibilité des bâtiments ou des services publics aux personnes en situation de handicap. Si ces personnes peuvent fréquenter les établissements d'enseignement primaire et secondaire et avoir accès à l'enseignement supérieur, il n'est pas requis de dispositions particulières de la part de ces établissements pour tenir compte de leurs besoins spéciaux. En conséquence, 90 % des adultes en situation de handicap n'étaient pas alphabétisés. Le ministère de l'Éducation a intensifié ses efforts de diffusion de programmes spéciaux d'enseignement, mais il estimait qu'il dispensait ses services à moins de 6 000 enfants porteurs de handicaps.

Les groupes de personnes en situation de handicap ont signalé l'existence d'une stigmatisation sociétale largement répandue, et notamment des cas d'enfants en situation de handicap chassés de chez eux et accusés de sorcellerie. Les familles dissimulaient parfois aux autorités l'existence de leurs enfants porteurs de handicaps pour éviter d'être contraintes de les scolariser.

Minorités nationales/raciales/ethniques

Les membres de l'ethnie twa étaient fréquemment en butte à une grave discrimination sociétale et bénéficiaient de peu de protection de la part des responsables publics (voir la section 1.g.).

Des rapports ont fait état de discrimination et de violences sociétales à l'encontre de certains groupes minoritaires étrangers. C'est ainsi, par exemple, que durant les événements de janvier, des protestataires ont attaqué des entreprises appartenant à des ressortissants chinois.

Peuples autochtones

Les estimations concernant les peuples autochtones de la RDC (Twa, Baka, Mbuti, Aka et d'autres, considérés comme les habitants d'origine du pays) variaient énormément, allant de 250 000 à deux millions de personnes. Ces groupes étaient en butte à une discrimination sociétale largement répandue et le gouvernement n'a pas pris de mesures efficaces pour protéger leurs droits civils et politiques. La plupart d'entre eux ne participaient pas au processus politique et beaucoup vivaient dans des zones isolées. Les combats dans l'est du pays entre les groupes rebelles et les milices d'une part et les forces de sécurité de l'État d'autre part, l'expansion des terres agricoles et l'accroissement des activités commerciales et des excavations ont provoqué le déplacement de certaines populations autochtones.

La loi stipule que les populations autochtones doivent recevoir 10 % des bénéfices réalisés du fait de l'exploitation de leurs terres, mais cette disposition n'a pas été appliquée. Dans certaines régions, des autochtones ont été enlevés et réduits en esclavage par des tribus voisines, ce qui a parfois provoqué des conflits ethniques (voir la section 1.g.) Les autochtones ont également signalé une forte incidence de viols commis par des groupes extérieurs, ce qui a contribué à des infections au VIH-sida et à d'autres complications pour la santé.

Actes de violence, discrimination et autres abus basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre

Il n'existe pas de lois qui interdisent expressément les comportements homosexuels consensuels entre adultes ; cependant, les personnes qui se livrent à de tels comportements en public, qui s'embrassent par exemple, ont parfois été poursuivies en justice en vertu des dispositions relatives à l'outrage à la pudeur, que la société a rarement appliquées aux couples hétérosexuels. Une ONG locale a signalé que les autorités n'avaient souvent pris aucune mesure pour enquêter sur les violations commises par des officiels à l'encontre de personnes LGBTI, que ce soit dans les forces de sécurité ou au sein d'autres instances gouvernementales, mener des poursuites ou sanctionner les coupables, et l'impunité dans les cas d'atteintes aux droits de l'homme était un problème.

Le fait de s'identifier comme lesbienne, gay, bisexuel, transgenre ou intersexe est resté un tabou culturel et il s'est produit des cas de harcèlement par les forces de sécurité de l'État et les autorités judiciaires.

Les personnes LGBTI ont fait l'objet de harcèlement, de stigmatisation et de violence, y inclus de viols « correctifs ». Certains dirigeants religieux ainsi que certaines émissions de radio et des organisations politiques ont joué un rôle clé dans la perpétuation de la discrimination à l'encontre des personnes LGBTI.

Stigmatisation sociale liée au VIH et au sida

La loi interdit la discrimination fondée sur l'état sérologique vis-à-vis du VIH, mais la stigmatisation sociale était toujours présente.

L'Enquête démographique et de santé de 2013-2014, la dernière disponible, comportait un indicateur indirect mesurant le niveau de tolérance des personnes interrogées à l'égard d'une personne séropositive au VIH (membre de la famille, homme d'affaires ou enseignant) et la nécessité de dissimuler la séropositivité d'un membre de la famille. Au total, 72 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles étaient prêtes à prendre en charge un parent séropositif, mais seulement 47 % ont déclaré être disposées à acheter des produits alimentaires à un vendeur séropositif. Au total, 49 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles accepteraient qu'un enseignant séropositif dispense son enseignement à leurs enfants, et 26 % ont déclaré qu'il ne serait pas nécessaire de cacher la séropositivité d'un membre de leur famille. L'étude a estimé que le niveau global de tolérance à l'égard des personnes séropositives vis-à-vis du VIH se situait à 4 % chez les femmes et à 12 % chez les hommes.

Selon l'ONUSIDA, le taux de prévalence du VIH chez les personnes de 15 à 49 ans était de 0,7 % et 390 000 personnes de tous âges seraient porteuses du VIH en 2017.

Autres formes de violence ou discrimination sociétale

La discrimination à l'égard des personnes atteintes d'albinisme était répandue et a limité leur capacité de se marier et d'obtenir des emplois, des soins de santé et des services d'éducation. Ces personnes étaient souvent ostracisées par leur famille et leur communauté.

Des tensions ethniques existant de longue date ont également favorisé certaines violences communautaires. Suite à une offensive contre la maï-maï Yakutumba au Sud-Kivu, les forces de sécurité de l'État ont ciblé pour les arrêter de jeunes hommes identifiés par leurs scarifications tribales comme étant des membres de la communauté bemba. Ce harcèlement par les forces de sécurité de l'État a été cité comme l'une des raisons ayant fait que plusieurs jeunes hommes se sont joints par la suite au groupe maï-maï. Des conflits de petite envergure dans les territoires de Rutshuru et de Lubero au Nord-Kivu ont exacerbé les tensions existant de longue date entre les communautés ethniques hutu d'une part et les communautés kobo, nyanga et nande d'autre part. En janvier 2017, la milice maï-maï Mazembe affiliée aux Nanbe a attaqué la ville de Kibirizi, décapité un Hutu, brûlé une femme qui en est morte et incendié 16 maisons. En avril 2017, des tensions intercommunautaires entre les Tshokwe et les Pende (accusés d'être affiliés aux forces de sécurité congolaises) et les communautés luba et lulu (accusées d'être sympathisantes de la milice Kamuina Nsapu) ont débouché sur des violences, notamment dans le territoire de Kamonia, dans la province du Kasai. En avril 2017 également, des jeunes tshokwe armés de fusils et de machettes ont tué au moins 38 personnes, dont huit femmes et huit enfants, pour la plupart luluas, dans plusieurs zones du territoire.

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et droit à la négociation collective

La Constitution et la loi garantissent à tous les travailleurs, ceux du secteur informel comme ceux du secteur formel, sauf aux hauts fonctionnaires et aux membres des forces de sécurité de l'État, le droit de former des syndicats et d'y adhérer, et de mener des négociations collectives. La loi donne également le droit à la plupart des travailleurs de faire grève légalement, à l'exception des membres de

la police et des forces armées et des travailleurs domestiques, ainsi que des administrateurs des entreprises publiques et privées. La loi confère aux autorités administratives le pouvoir de dissoudre ou de suspendre les syndicats ou d'annuler leur enregistrement. Elle garantit aux syndicats le droit d'exercer leurs activités sans ingérence, mais ne définit pas les actes spécifiques constitutifs d'ingérence. Dans le secteur privé, un nombre minimum de 10 employés est requis pour que ceux-ci puissent former un syndicat dans une entreprise, et plusieurs syndicats peuvent être représentés au sein d'une même entreprise. Les étrangers ne sont pas autorisés à exercer des fonctions syndicales à moins qu'ils ne justifient d'au moins 20 ans de résidence dans le pays. Pour les négociations collectives, il faut un minimum de 10 membres du comité syndical plus un représentant de l'employeur. Les membres du comité syndical rendent compte de leurs actions au reste des travailleurs. Dans le secteur public, le gouvernement fixe les salaires par voie de décret après consultation avec les syndicats. Certaines sous-catégories de fonctionnaires, tels que les membres du personnel des entités décentralisées (villes, territoires et secteurs) n'ont pas le droit de participer aux consultations relatives à la fixation des salaires.

Le comité syndical est tenu de communiquer un préavis de grève à la direction de l'établissement, mais n'a pas besoin d'autorisation pour lancer une grève. La loi exige toutefois des syndicats et des employeurs qu'ils se conforment à de longues procédures obligatoires d'arbitrage et d'appel avant que les syndicats ne lancent une grève. En général, le comité remet un avis de grève à l'employeur. Si celui-ci ne répond pas dans les 48 heures, la grève peut commencer immédiatement. Si l'employeur choisit de répondre, des négociations, qui peuvent durer jusqu'à trois mois, s'engagent avec un inspecteur du travail et en dernier ressort continuent devant un juge de paix. Les employés assurent parfois un service minimum durant les négociations, mais ils ne sont pas tenus de le faire. À moins que les employeurs aient été informés d'un projet de grève, les travailleurs ne sont pas autorisés à occuper les lieux de travail pendant une grève et les infractions aux règles relatives aux grèves peuvent entraîner des peines de prison pouvant aller jusqu'à six mois avec travail carcéral obligatoire.

La loi interdit la discrimination à l'égard des employés syndiqués et exige des employeurs qu'ils réintègrent les travailleurs licenciés pour activités syndicales, mais les sanctions prévues en cas de violations n'étaient pas suffisantes pour avoir un effet dissuasif. La loi considère comme « travailleurs » les personnes ayant travaillé au minimum pendant une période de trois mois sans interruption ; ces personnes bénéficient donc des protections prévues par le Code du travail. Sauf lorsqu'ils appartiennent à un syndicat, la plupart des travailleurs dans le secteur de

l'agriculture et des mines artisanales, les travailleurs domestiques et migrants et les travailleurs des zones franches d'exportation ne connaissaient pas leurs droits et se pourvoyaient rarement en recours lorsque les employeurs enfreignaient les lois en vigueur sur le travail .

Le gouvernement reconnaît 12 syndicats du secteur privé et des entreprises publiques au niveau national. Le secteur public, toutefois, a une longue tradition de syndicalisation et le gouvernement négocie avec ses représentants lorsqu'ils présentent des revendications ou se mettent en grève. Le secteur public est réparti entre 15 syndicats nationaux distincts qui le représentent, cinq de ceux-ci représentant la majorité des travailleurs.

Les travailleurs ont exercé leur droit de grève. Les employés de la Société commerciale des transports et des ports, dont les services sont essentiels pour l'activité économique fortement dépendante des importations dans le pays, se sont mis en grève deux fois au cours de l'année pour se faire verser des arriérés de salaire. D'autres fonctionnaires, dont des médecins, du personnel infirmier et des agents du ministère des Affaires étrangères et du ministère du Budget ont également fait grève plusieurs fois au cours de l'année pour des questions de salaire. La grève des médecins la plus récente a été interrompue temporairement en septembre ; la grève du personnel infirmier s'est poursuivie. Les enseignants de l'université de Kinshasa se sont mis en grève au moins deux fois, la grève la plus récente ayant commencé le 8 octobre, pour protester contre la non application au montant de leur salaire d'un taux de change ajusté pour tenir compte de l'inflation. Dans d'autres provinces, notamment au Kasai-Oriental, la grève s'est poursuivie, encore que sporadiquement.

Le gouvernement ne possédait pas la capacité nécessaire pour assurer une application effective de la loi ou pour exercer des activités de surveillance. Dans les petites et moyennes entreprises, les travailleurs n'ont pas pu exercer leur droit de grève de manière effective. En raison du laxisme de l'application de la réglementation du travail, les entreprises et les magasins pouvaient remplacer immédiatement les travailleurs tentant de se syndiquer, de négocier collectivement ou de faire grève par des employés contractuels de façon à intimider leurs travailleurs et à les empêcher d'exercer leurs droits, malgré les protections de la loi. Par ailleurs, la discrimination antisyndicale était largement répandue, en particulier dans les sociétés sous contrôle étranger. À de nombreuses reprises au cours de l'année, afin de faire obstacle aux efforts de négociation collective des syndicats, les entreprises ont refusé de négocier avec ceux-ci et ont choisi de négocier individuellement avec les travailleurs.

Malgré des accords collectifs sur les cotisations syndicales, il était fréquent que les employeurs ne versent pas ces cotisations ou ne le fassent que partiellement.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La Constitution interdit toutes les formes de travail forcé ou obligatoire. En vertu du Code du travail, le travail forcé est passible d'un maximum de six mois de prison, d'une amende ou des deux ; le travail forcé des enfants est passible d'un an à trois ans de prison, d'une amende ou des deux. La loi prévoit également des peines de 10 à 20 ans de prison pour le recrutement ou l'emploi d'enfants de moins de 18 ans dans les forces armées ou la police. Les sanctions frappant les contrevenants n'avaient pas un effet dissuasif suffisant étant donné que le gouvernement n'appliquait pas la loi de manière efficace.

En cas de non-paiement des taxes requises et applicables, la loi autorise une détention ou l'imposition de travail à des fins de développement national (en tant que moyen de perception des taxes). Le gouvernement ne s'est toutefois pas prévalu de cette disposition.

Le gouvernement n'a pas veillé efficacement à l'application de la loi. Certains rapports ont signalé que le travail forcé, y inclus celui des enfants, se pratiquait régulièrement dans tout le pays. Au nombre des violations figuraient le travail servile, la servitude domestique et l'esclavage. Dans le secteur minier artisanal (non industriel), des travailleurs s'endettaient envers des intermédiaires et des négociants pour s'acheter des aliments, des fournitures ainsi que des outils et du matériel de travail, souvent à des taux d'intérêt élevés malgré leur faible salaire. Ceux qui ne ramenaient pas suffisamment de minerai pour payer leurs dettes étaient en danger de devenir des débiteurs perpétuels. Le gouvernement a continué de s'efforcer de faire entrer le secteur minier artisanal dans l'économie formelle, mais n'a pas essayé de réglementer cette pratique. Dans l'est du pays, les milices et les groupes rebelles ont continué d'enlever et de recruter de force des hommes, des femmes et des enfants pour en faire des travailleurs, des porteurs, des domestiques et des combattants (voir la section 1.g.) Dans les régions minières de l'est, certaines sources ont signalé que des groupes armés s'attaquaient violemment aux communautés minières et aux villages environnants et retenaient en captivité des hommes, des femmes et des enfants à des fins de travail forcé et d'exploitation sexuelle. Dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, certains membres d'unités des FARDC et de milices et de groupes rebelles prélevaient des impôts ou,

dans certains cas, contrôlaient les activités d'extraction dans les mines d'or, de coltan, de wolframite et de cassitérite.

Certains policiers ont arrêté des personnes arbitrairement pour leur extorquer de l'argent (voir la section 1.d.) Selon certaines sources, les personnes qui ne pouvaient payer étaient contraintes de travailler jusqu'à ce qu'elles aient « gagné » leur liberté. En septembre, un article publié dans *The Economist* a fait mention d'une étude indiquant que 80 % des revenus des agents de police chargés de la circulation routière à Kinshasa provenaient de la corruption.

Le gouvernement n'a pas appliqué de manière efficace les lois interdisant le travail forcé ou obligatoire et n'a pas pris de mesures à l'encontre des personnes faisant usage de cette forme de travail et enlevant des civils à cette fin. Les autorités n'ont pas fait état d'enquêtes officielles menées sur le travail forcé et aucune poursuite n'a été entamée. Il n'existe que peu ou pas d'information sur le sauvetage de victimes du travail forcé.

Veillez aussi consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'admission à l'emploi

Le Code de protection de l'enfance et le Code du travail fixent l'âge minimum d'admission à l'emploi à 16 ans, et le décret ministériel n° 12 fixe l'âge minimum de l'emploi à des travaux dangereux à 18 ans. La loi limite également la durée de travail des enfants à quatre heures par jour et interdit à tous ceux qui n'ont pas atteint l'âge de la majorité de transporter des charges lourdes. Les sanctions prévues pour les violations des dispositions relatives aux pires formes de travail des enfants, qui sont des peines d'un à trois ans de prison et des amendes pouvant atteindre 20 000 francs congolais (13 dollars des États-Unis), étaient insuffisantes pour avoir un effet dissuasif.

Le ministère du Travail est responsable d'enquêter sur les violations en matière de travail des enfants mais il ne dispose pas d'un service spécialisé d'inspection du travail des enfants. En 2016, le Conseil national du travail a adopté un nouveau plan d'action pour lutter contre les pires formes de travail des enfants, qui devait être mis en œuvre au cours de l'année ; toutefois, en septembre, il n'avait toujours pas été mis en application en raison du manque de fonds. Parmi les autres organismes gouvernementaux chargés de la lutte contre le travail des enfants figurent le ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant, le ministère de la

Justice, le ministère des Affaires sociales et le Comité national de lutte contre les pires formes de travail des enfants. Ces organismes n'avaient pas de budget pour les inspections et ils n'ont mené aucune enquête sur le travail des enfants.

En mars, le gouverneur de la province du Lualaba au Katanga a émis une déclaration interdisant aux enfants de prendre part aux activités minières dans deux villages proches des mines artisanales de Kasulu et de Kipuki et les encourageant, au lieu de cela, à faire leurs études. Les enfants étaient employés dans ces deux sites au nettoyage du minerai de cuivre et de cobalt et au transport de sacs de minéraux. On ignore l'effet exact qu'a eu la déclaration du gouverneur.

En août 2017, un comité interministériel du ministère du Travail et du ministère des Mines a organisé un atelier national auquel le ministre d'État en charge de l'Emploi et du Travail, Lambert Matuku, a annoncé une stratégie d'élimination du travail des enfants, y inclus dans le secteur minier, d'ici 2025. En septembre, M. Matuku a exposé la même stratégie lors d'un autre atelier parrainé par l'Organisation internationale du Travail (OIT) pour combattre le travail des enfants dans le secteur minier. Toutefois, aucune mesure d'application n'avait encore été prise à la fin de l'année.

Bien que les tribunaux pénaux aient continué d'être saisis de plaintes relatives au travail des enfants, ni eux ni d'autres organismes gouvernementaux n'ont appliqué efficacement les lois en la matière. Le gouvernement n'a pas alloué de ressources budgétaires spécifiques aux ministères concernés et au Comité national de lutte contre les pires formes de travail des enfants.

Le gouvernement n'a pas pris de mesures systématiques efficaces pour détourner le travail des enfants des mines artisanales. Le mécanisme de certification-validation de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs mis en œuvre par le ministère des Mines de la RDC interdit aux mines artisanales qui exploitent le travail des enfants d'exporter leur production, mais le ministère ne disposait que de capacités limitées d'application de ce mécanisme.

Le gouvernement n'a pris aucune mesure pour renforcer les capacités des inspecteurs du travail à veiller à ce que les enfants de moins de 18 ans n'effectuent pas de travaux dangereux dans les mines. Le Code minier de 2018, qui a remplacé le code précédent datant de 2002, interdit les violations des lois relatives au travail des enfants dans le secteur minier et impose des amendes aux contrevenants.

Le travail des enfants, y inclus le travail forcé, était un problème dans tout le pays (voir la section 7.b.) Il était le plus communément pratiqué dans le secteur informel, notamment dans les activités minières artisanales et l'agriculture de subsistance. Pour des raisons de survie économique, les familles encourageaient souvent les enfants à travailler. Selon le ministère du Travail, des enfants travaillaient dans les mines et les carrières de pierre, ainsi que comme enfants soldats, vendeurs d'eau, domestiques et artistes dans des bars et restaurants. L'exploitation commerciale des enfants se pratiquait également (voir la section 6).

Divers sites miniers, situés principalement dans les régions orientales du Nord-Kivu et du Katanga, employaient de nombreux enfants. Selon les données recueillies sur le Katanga, on estimait que les enfants de moins de 18 ans représentaient 40 % de tous les travailleurs employés dans les mines de la région. Selon un rapport de 2017 de l'Université de Californie-Berkeley, 13 % des travailleurs vivant dans les communautés minière de la ceinture du cuivre et du cobalt avaient moins de 18 ans, soit un total de 4 714 enfants, dont 49 % avaient 14 ans ou moins. Les conditions de travail des enfants employés sur les sites miniers étaient médiocres. Les enfants avaient le même statut que les adultes et travaillaient sans faire de pauses et sans mesures de protection élémentaires

Les enfants étaient également soumis aux pires formes de travail des enfants, nombre d'entre eux étant exploités dans le cadre de travaux agricoles, d'activités illicites et de travaux domestiques. Ils travaillaient dans des mines de diamants, d'or, de cobalt, de coltan, de wolframite, de cuivre et de cassitérite dans des conditions dangereuses. Dans les régions minières du Haut-Katanga, du Kasai-Oriental, du Kasai-Occidental, du Kasai-Central, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, des enfants passaient du minerai au crible, le nettoyaient, le triaient, transportaient de lourdes charges et extraient du minerai sous terre. Dans de nombreuses régions du pays, des enfants âgés de cinq à 12 ans cassaient des cailloux pour faire du gravier.

Les parents faisaient souvent faire des travaux agricoles dangereux et difficiles aux enfants. Les familles qui ne pouvaient pas subvenir aux besoins de leurs enfants les envoyaient parfois vivre chez d'autres membres de la famille, qui les traitaient en esclaves domestiques et les soumettaient à des violences physiques et sexuelles.

Veillez consulter également les *Conclusions sur les pires formes de travail des enfants* du département du Travail, à l'adresse suivante :

www.dol.gov/ilab/reports/child-labor/findings/.

d. Discrimination en matière d'emploi et de profession

La loi interdit la discrimination en matière d'emploi et de profession sur la base de la race, du sexe, de la langue ou de la situation sociale. Elle ne protège pas expressément contre la discrimination fondée sur la religion, l'âge, l'opinion politique, l'origine nationale, le handicap, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou la séropositivité au VIH. En outre, aucune loi n'interdit spécifiquement la discrimination en matière d'emploi des personnes faisant carrière dans la fonction publique. Le gouvernement n'a pas fait appliquer de manière efficace les lois en vigueur relatives à l'emploi et les sanctions étaient insuffisantes pour avoir un effet dissuasif.

La discrimination fondée sur le sexe en matière d'emploi et de profession se pratiquait (voir la section 6). Bien que le Code du travail stipule que les hommes et les femmes doivent recevoir un salaire égal pour un travail équivalent, le gouvernement n'a pas veillé à l'application de cette disposition de manière efficace. Selon l'Organisation internationale du Travail (OIT), les femmes ont souvent été moins payées dans le secteur privé que les hommes faisant le même travail et elles ont rarement occupé des postes d'autorité ou à grande responsabilité. Les personnes en situation de handicap, les personnes atteintes d'albinisme et les membres de certains groupes ethniques, tels que les Twa, faisaient l'objet de discrimination dans l'emploi et pour l'accès aux lieux de travail.

e. Conditions de travail acceptables

Le gouvernement fixe les salaires minimums régionaux pour tous les travailleurs du secteur privé, les barèmes les plus élevés étant appliqués dans les villes de Kinshasa et de Lubumbashi. Le Premier ministre a émis un décret en vertu duquel le nouveau salaire journalier passerait progressivement, à partir du 10 mai, de 1 680 à 7 075 francs congolais (1,02 à 4,30 dollars des États-Unis), ce qui porterait le salaire minimum au-dessus du seuil de pauvreté défini par la Banque mondiale, qui est de 1,90 dollar des États-Unis par jour. Cette hausse devait avoir lieu en incréments de 25 %, et les deux premiers ont été appliqués en juin et en décembre. Le Conseil national du travail, la plus haute instance du pays compétente en matière de travail, est un organisme tripartite rassemblant les syndicats, les pouvoirs publics et les employeurs. Selon le Code du travail, il est censé se réunir en session ordinaire deux fois par an. Sa dernière session a eu lieu en octobre 2017.

Dans le secteur public, le gouvernement fixe les salaires tous les ans par voie de décret et n'accorde aux syndicats qu'un rôle consultatif.

La loi fixe différentes durées de la semaine de travail, allant de 45 à 72 heures, selon les postes, et prescrit des périodes de repos et une majoration de salaire pour les heures supplémentaires. Toutefois, elle ne prévoit pas de système de surveillance ou d'application et les employeurs du secteur formel comme du secteur informel ne se conformaient souvent pas à ces dispositions. La loi n'interdit pas les heures supplémentaires obligatoires.

Le Conseil national du travail s'est réuni en 2017 et a convenu de porter le salaire minimum de 1 680 à 7 075 francs congolais (de 1,02 à 4,30 dollars des États-Unis) à partir du 1^{er} janvier 2018. Le salaire mensuel moyen n'offrait pas des conditions de vie décentes à un travailleur et à sa famille. Les salaires des fonctionnaires sont restés bas, allant de 65 000 à 95 000 francs congolais (41 à 59 dollars des États-Unis) par mois (sans compter les primes qui, dans certains cas, étaient considérablement plus élevées), et les arriérés de salaires sont devenus plus courants pour les fonctionnaires et les employés des entreprises publiques/semi-publiques. En août, le gouvernement a annoncé une augmentation de salaire de 20 000 francs congolais (13 dollars des États-Unis) par mois, mais les travailleurs n'ont pas encore reçu les fonds supplémentaires. En outre, de nombreux employés du secteur public ont signalé n'avoir pas reçu leurs primes annuelles. En 2012, le gouvernement a commencé à payer certains fonctionnaires par le biais du système bancaire, dans le cadre d'un effort visant à mettre fin à la pratique qui consistait pour les superviseurs à créer des postes fictifs et à prélever une partie du salaire de leurs subordonnés. Le ministère du Budget a déclaré que 75 % des fonctionnaires étaient payés par l'entremise du système bancaire, proportion considérée comme très exagérée par certains observateurs. Pour les autres, le gouvernement effectuait des envois de fonds groupés en espèces, d'un montant élevé, que les autorités locales et les superviseurs étaient chargés de distribuer.

Le Code du travail définit des normes relatives à la santé et la sécurité. Le ministère du Travail employait 200 inspecteurs du travail, ce qui n'était pas suffisant pour veiller à un respect systématique des règlements du travail. Le gouvernement n'a pas fait appliquer ces normes de manière efficace dans le secteur informel et leur application était inégale dans le secteur formel. En revanche, les grandes compagnies minières internationales respectaient les normes relatives à la santé et la sécurité, et le processus de validation du ministère des Mines comprend des critères concernant les normes minimales de sécurité. La loi ne permet pas aux travailleurs de se soustraire à des conditions de travail dangereuses sans mettre leur

emploi en danger. Quelque 90 % des travailleurs étaient employés dans les secteurs de l'agriculture de subsistance, du commerce informel ou de l'extraction minière informelle, ou à d'autres activités informelles, où ils travaillaient souvent dans des conditions dangereuses ou dans lesquelles ils étaient exploités.

En 2015, l'ONG internationale International Peace and Information Service estimait qu'il y avait environ 300 000 mineurs artisanaux présents dans les 2 000 sites miniers identifiés dans l'est du pays. Il a été estimé qu'il existait vraisemblablement 1 000 autres sites miniers non identifiés.